



2 0 1 6

# RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES



## Sommaire

<b>I-</b>	<b>Présentation d'Assilassimé Solidarité.....</b>	<b>3</b>
<b>II-</b>	<b>Présentation Entrepreneurs du Monde ONG promoteur d'Assilassimé : .....</b>	<b>3</b>
<b>III-</b>	<b>Environnement socio-économique .....</b>	<b>5</b>
<b>IV-</b>	<b>Gouvernance de l'association.....</b>	<b>6</b>
	1 Vision, mission et principes.....	6
	2 Organes de décision .....	6
	3 Formalisation des partenariats .....	7
<b>V-</b>	<b>Analyse de la situation financière .....</b>	<b>7</b>
<b>VI-</b>	<b>Innovations en cours concernant les prestations.....</b>	<b>9</b>
<b>VII-</b>	<b>Relations de l'association avec son environnement .....</b>	<b>9</b>
<b>VIII-</b>	<b>Prestations offertes.....</b>	<b>10</b>
	1 Services financiers.....	10
	2 Services non financier .....	10
<b>IX-</b>	<b>Mise en œuvre des obligations concernant le blanchiment des capitaux.....</b>	<b>11</b>
<b>X-</b>	<b>Changements intervenus dans notre organisation .....</b>	<b>12</b>
<b>XI-</b>	<b>Difficultés rencontrées.....</b>	<b>12</b>
<b>XII-</b>	<b>Relation avec les autorités de régulations .....</b>	<b>13</b>
<b>XIII-</b>	<b>La communication .....</b>	<b>13</b>
<b>XIV-</b>	<b>Perspectives d'évolution en 2017.....</b>	<b>13</b>
	1.Gouvernance .....	14
	2. Performance sociale.....	14
	3. Planification stratégique .....	16
	4. Gestion des ressources humaines .....	16
	5. Système d'Information et de Gestion (SIG).....	17
	6. Gestion des opérations.....	18
	7. Gestion administrative et financière.....	19
	8. Gestion du risque.....	20
	9. Plaidoyer et recherche de fonds .....	20
<b>XV-</b>	<b>Conclusion .....</b>	<b>21</b>
	Annexe 1 : Situation Patrimoniale et état de Formation du Résultat .....	23
	Annexe 2 : Analyse des ratios prudentiels .....	33
	Annexe 3: Les états annexes au 31 décembre 2016.....	38
	Annexe 4 : Autres indicateurs.....	41

## **I- Présentation d'Assilassimé Solidarité**

Assilassimé Solidarité est créée sous la forme juridique « Association loi 1901 » de droit togolais sous le récépissé n°1537/MATDCL-SG-DLPAP-DOCA du 28.12.2012. Son siège social est établi à Lomé au Togo.

Elle cible des populations vulnérables composées de femmes et d'hommes en situation de grande précarité, disposant de revenus très limités, ce qui les positionnent sous le seuil de pauvreté national. Les familles de ces bénéficiaires ont un accès limité aux services de base comme l'accès au crédit et aux formations. Elles ont des conditions de vie difficiles (logement très peu équipé, situées dans des quartiers défavorisés, avec un accès restreint aux infrastructures de base), un faible niveau d'éducation (populations souvent analphabètes) et un nombre important de personnes à charge au sein du foyer.

A fin 2016, 97,17% des bénéficiaires du programme Assilassimé sont des femmes. En effet, bien qu'elles représentent plus de 50% de la population active, le revenu global des femmes est trois fois inférieur à celui des hommes. D'une manière générale, cette féminisation de la pauvreté s'explique en partie par : (i) l'accès difficile aux facteurs de production, au crédit et au marché du travail, (ii) l'insuffisance des infrastructures de base permettant d'alléger la pénibilité de certains travaux (plateformes multifonctionnelles, moyens modernes d'accès à l'eau potable, etc.) et facilitant l'accès aux marchés (stockage, transformation et conservation de la production, etc.), (iii) l'absence de débouchés au niveau local notamment dans le domaine de l'artisanat, (IV) l'analphabétisme des femmes (seulement 47,9% des femmes sont alphabétisées contre 74% des hommes)



Assilassimé Solidarité a obtenu son agrément d'exercer les activités de microfinance le 25 Août 2015 sous le N° T/2/HANO/2014/218A.

et le faible niveau d'instruction général des filles (taux d'achèvement de l'école primaire de 96,1% pour les garçons et de 71,6% pour les filles)<sup>1</sup>. Les femmes sont également les premières victimes de violences sociales et économiques<sup>2</sup> : violences conjugales, harcèlement sexuel, mariage forcé, rites de veuvage, mais également entraves à l'emploi, refus de crédit, etc<sup>3</sup>.

## **II- Présentation Entrepreneurs du Monde ONG promoteur d'Assilassimé :**

Entrepreneurs du Monde est une association de droit français créée en 1998 suivant le récépissé N°2400 du 19 juin 1998. Son siège social est établi à Vaulx en Velin (en France) et ses domaines d'interventions sont la microfinance sociale et l'entrepreneuriat social. Au Togo, Entrepreneurs du Monde est enregistré au niveau du Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités Locales, en tant que représentation d'association étrangère sous le récépissé N° 51 du 1er juin 2012.

<sup>1</sup>Rapport QUIBB (questionnaire des indicateurs du bien-être) 2011, Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale

<sup>2</sup> 34% des femmes sont victimes de violence économique

<sup>3</sup> Rapport national du Togo sur la mise en œuvre de la déclaration et du programme d'actions sur la 4<sup>ème</sup> conférence mondiale sur les femmes (Beijing +20), mai 2014, Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation

# ENTREPRENEURS du Monde

Entrepreneurs du Monde a pour objet de permettre à un nombre croissant d'hommes et de femmes particulièrement défavorisés de créer ou développer une activité génératrice de revenus et d'accéder à l'emploi notamment par le prêt, l'épargne et la formation professionnelle.

Entrepreneurs du Monde met en œuvre ou vient en appui à des programmes de prêts et d'épargne qui placent les plus pauvres dans une dynamique durable de développement en leur proposant : des prêts pour mener une activité rémunératrice ; une épargne pour faire face aux imprévus et assurer les projets à long terme ; des formations adaptées pour favoriser leur prise d'autonomie ; un suivi individualisé pour assurer l'impact de l'action sur la famille.

L'association appuie des partenaires locaux qui partagent la même conception de la microfinance pour les plus pauvres et privilégient leur autonomie.

Entrepreneurs du Monde compte 19 années d'expérience. Elle soutient aujourd'hui 20 programmes et partenaires locaux dans 11 pays dont 13 programmes de microfinance, et au total, ce sont près de 153 000 responsables de familles très démunies qui ont été touchés directement en 2015 par l'ensemble de ces programmes. Les programmes deviennent autonomes, y compris financièrement, au bout de 3 à 4 ans en moyenne.

En Afrique de l'ouest, Entrepreneurs du Monde agit au Bénin depuis 2003, au Ghana depuis 2005, au Burkina Faso depuis 2008, au Togo en 2011 en 2015 au Sénégal et a démarré ses activités en Guinée en 2016. Entrepreneurs du Monde est également présente en Haïti et en Asie : Birmanie, Cambodge, Inde, Mongolie, Philippines et Vietnam. Entrepreneurs du Monde développe

des méthodologies de microfinance sociale, c'est-à-dire une offre prioritairement destinée aux plus vulnérables, composée de services financiers et socio-économiques (formation, appui-conseil...).

L'objectif principal est d'allier mission sociale et viabilité économique, assurant ainsi un accompagnement durable et global des plus démunis et la pérennité des programmes. Entrepreneurs du Monde développe également des projets d'entrepreneuriat à haute valeur ajoutée sociale et environnementale (foyers améliorés et à gaz, lampes solaires, spiruline...) notamment au Burkina Faso, au Togo et en Haïti. D'une manière générale, les programmes, bien qu'ouverts aux deux genres, bénéficient principalement aux femmes (de 70 à 96 % selon les programmes et les pays), plus vulnérables, plus enclines à faire appel au microcrédit et à en faire bénéficier le ménage dans son ensemble. Dans ce contexte, l'action d'Entrepreneurs du Monde participe à l'émancipation des femmes en leur donnant les moyens de s'intégrer dans le monde du travail, d'acquérir une indépendance économique, et en proposant des formations complémentaires adaptées sur la gestion d'une activité génératrice de revenus (comptabilité, gestion des stocks...) ou sur des thématiques sociales (droits de femmes,...).

## ***Expertise sur le domaine d'intervention***

Entrepreneurs du Monde bénéficie d'une expertise de 19 ans dans le domaine de la microfinance à vocation sociale. Depuis le début, Entrepreneurs du Monde a souhaité s'adresser à un public particulièrement vulnérable : celui qui en général n'a pas accès aux autres opérateurs de microfinance, faute de garanties. Les programmes d'Entrepreneurs du Monde démontrent aujourd'hui qu'une offre de services financiers et socio-économiques aux plus démunis et l'atteinte de la viabilité économique sont conciliables.

### III- Environnement socio-économique

L'économie du Togo dépend traditionnellement du secteur primaire. Il a été le principal facteur de croissance du PIB en 2014 avec une contribution de 3.7 points de pourcentage mais a vu sa contribution se réduire à 0.7 point en 2015. Le secteur agricole est dominé par la production vivrière et est caractérisé par une forte atomie (exploitations de petites tailles), une faible productivité et des méthodes de production traditionnelles et non mécanisées. Selon l'enquête démographie et de santé parue en 2015, 55% des ménages togolais sont impliqués dans les activités agricoles. Environ 32% des ménages agricoles font de l'agriculture de subsistance et 66% consomment et vendent à la fois leurs produits. La plupart des femmes du milieu rural travaillent dans le secteur agricole (46 %) et dans le secteur de ventes et service (42 %) alors qu'en milieu urbain, elles sont majoritaires dans les ventes et services (74 %). Dans toutes les régions, plus de la moitié des femmes exercent dans les ventes et services à l'exception des Plateaux (41 %) et des Savanes (35 %) où on retrouve 53% d'entre elles dans l'agriculture<sup>4</sup>. 60% des femmes et 80% des hommes dans le quintile de bien-être économique « le plus bas » exerce dans l'agriculture.

Le secteur secondaire est quant à lui constitué par les industries extractives (phosphates et clinker) et les industries agro-alimentaires. En 2016, la production de phosphate, de clinker et de coton devrait augmenter. Quant au secteur tertiaire, il est marqué par l'importance des opérations de transit à travers le port de Lomé d'où part un réseau routier important vers les pays enclavés situés au nord du Togo. La poursuite des réformes menées pour renforcer les règles de la concurrence dans les branches de l'hôtellerie, de l'électricité, des banques et des télécommunications, combinée avec le soutien à l'agriculture et aux industries extractives, devrait soutenir la croissance, projetée à 5.9 % en 2016 et 6.0 % en 2017.

Le financement des infrastructures, tout en soutenant la croissance de 5.5 % en 2015, a entraîné une augmentation de la dette publique, passée de 46.0 % du PIB en 2012 à 62.5 % en 2015. Démarrés en 2010, d'importants investissements publics dans les infrastructures se sont poursuivis, mais à un rythme ralenti en 2015. Cependant, le FMI indique que le Togo court un risque accru d'accumulation de dette publique. Les recettes fiscales ont connu une progression significative ces deux dernières années passant de 13.6% en 2014 à 14.8 % en 2015 pour atteindre 480.4 milliards XOF, soit 20.2 % du PIB<sup>5</sup>. L'année 2015 est marquée par la création de la Haute autorité de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées. En conséquence, le rapport 2015 de Transparency International classe le Togo à la 107ème place sur 168, soit 19 places gagnées par rapport à 2014.

La structure du tissu économique du pays, qui a peu varié au cours des dernières années, rend la croissance économique du Togo fragile et particulièrement sensible aux chocs exogènes et aux aléas climatiques

Les populations les plus démunies n'ont toujours pas accès aux services financiers de base et manquent d'un accompagnement suffisant pour permettre une stabilité de leurs revenus et un impact sur tous les membres de la famille.

---

<sup>4</sup> Troisième enquête démographique et de santé (EDST-III 2013-2014), janvier 2015

<sup>5</sup> Perspectives économiques en Afrique 2016

## IV- Gouvernance de l'association

Les informations relatives à la gouvernance d'Assilassimé sont résumées dans l'Annexe 1.

### 1 Vision, mission et principes

La vision d'Assilassimé Solidarité s'énonce comme suit : « permettre à toute personne désireuse d'entreprendre de pouvoir accomplir son rêve pour qu'elle et sa famille s'affranchissent durablement de la pauvreté ».

Assilassimé Solidarité décline sa mission comme suit : « offrir un accès durable à des services de microfinance sociale adaptés pour les personnes en situation d'exclusion ou d'extrême pauvreté, ayant un accès limité au système de microfinance classique au Togo, pour leur permettre de mener des activités génératrices de revenus et d'améliorer leurs conditions de vie ».

Une nouvelle proposition d'**ajustements** suivante a été faite au cours de la mission de l'équipe de gestion de la performance sociale d'EdM pour un nouvel énoncé de la mission: "Offrir un accès durable à des services de microfinance sociale adaptés pour les personnes **vulnérables**, ayant un accès limité **aux institutions financières classiques** pour leur permettre de mener des activités génératrices de revenus et d'améliorer leurs conditions de vie."

Le code de déontologie mentionne les 11 règles de conduite/principes (Annexe 3).

### 2 Organes de décision

Au cours de l'année 2016, l'assemblée générale s'est tenue le 28 avril et a procédé au renouvellement des membres du conseil d'administration. Ainsi M. AYASSOU Komivi, ancien vice président de l'association, est devenu Président du Conseil d'Administration d'Assilassimé Solidarité et remplace M. GUENGUERE Victor (ex président), devenu Vice Président.

Mme EZIH Yawa a été élue au poste de trésorière adjointe en remplacement de M. DOKLA Augustin.

Une assemblée générale extraordinaire s'est tenue le 04 octobre 2016 et a procédé à la modification des statuts de l'association sur le droit de veto d'Entrepreneurs du monde pour le respect de la vision sociale. A cette même assemblée générale extraordinaire (AGE), le recrutement du nouveau Directeur Exécutif AFETOR Komi a été validé pour les membres de l'AGE en remplacement de la chargée de mission TCHAGBATAO Ladi qui a démissionné. Il y a également eu le transfert du patrimoine d'Entrepreneurs du Monde à Assilassimé qui a été effectué suite à l'agrément obtenu en 2015.

Le conseil d'administration a tenu 4 réunions au cours de l'année 2016 et a pris diverses décisions pour le bon déroulement des activités d'Assilassimé.

La Direction Exécutive, quant à elle, a poursuivi le développement des activités de l'Association à travers la mise en œuvre du plan d'actions et du budget de l'exercice suivant les orientations définies par le Conseil d'Administration.

### 3 Formalisation des partenariats

Afin de formaliser la relation entre Entrepreneurs du monde et Assilassimé Solidarité, il existe un document de convention de partenariat quinquennale entre Assilassimé et Entrepreneurs du Monde. Deux rencontres ont été effectués avec la CAS-IMEC, l'organe régulant les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) au Togo, après le recrutement du nouveau Directeur Exécutif afin de mieux s'informer sur la collaboration qui doit exister entre les deux entités.

Au cours de l'année 2016, Assilassimé Solidarité a organisé des rencontres avec l'ONG Agronomes Vétérinaires Sans Frontière (AVSF) afin d'échanger sur un partenariat et créer une agence au nord du Togo. De même, des échanges ont démarré avec CBM (Christain Blind Mission) pour l'appui aux personnes en situation de handicap ; ces discussions se poursuivront en 2017.

Dans le souci de mieux satisfaire les bénéficiaires, des conventions de partenariat ont été signées, en 2016, avec ATBEF (Association Togolaise pour le Bien Être Familial) qui intervient dans la santé de reproduction et la planification familiale, WILDAF TOGO (Women In Law and Development in Africa Togo) qui intervient dans les droits des femmes, KOMAB dans la lunetterie médicale et Lumière Vie Amour, qui intervient dans les problèmes ophtalmologiques.

#### V- Analyse de la situation financière

L'année 2016 fut une année de décollage des activités d'Assilassimé. Elle fut marquée par plusieurs éléments qui ont impacté la situation financière et la rentabilité de l'association. Il s'agit notamment du transfert du patrimoine d'Entrepreneurs du Monde vers Assilassimé Solidarité, le recrutement d'un Directeur Exécutif, l'implication du Coordinateur Pays pour Entrepreneurs du monde, la création d'un nouveau point de service, ...

Au cours de ces 12 mois d'activités, l'évolution de la situation financière de l'association se présente comme suit :

N°	Rubriques	2015	2016	Variation
1	Comptes dépôt de garantie	217 140 309	412 322 193	204 181 884
2	Autres dépôts constitués	0	0	-
3	Crédit à court terme	304 679 158	721 635 720	416 956 562
4	Débiteurs divers ( )	76 455 400	81 595 944	5 140 544
5	Produits d'exploitation	50 108 700	100 977 073	50 868 373
6	Charges financières	5 000 648	4 282 819	-717 829

a) Données opérationnelles :

N°	Indicateurs	2015	2016	Variation
1	Nombre de points de services	4	5	+1
2	Nombre d'employés (salariés)	52	57	+5
3	Nombre d'animateurs	22	30	+8
4	Nombre de bénéficiaires	12 965	22 473	+9 508
5	Montant de dépôts de garantie	217 106 204	413 672 708	+196 566 504
6	Encours de crédits	304 679 158	721 635 720	+416 956 562
7	PAR à 30 jours	4,40%	2,34%	-2,06%
8	Emprunteurs actifs	6 798	13 619	+6 821
9	Nombre de crédits octroyés	11 678	20 688	+9 010
10	Montants octroyés	817 302 000	1 662 563 000	+ 845 261 000
11	Taux de fidélité	62,1%	65,7%	+3,6%
12	Emprunteurs actifs/Animateurs	340	454	+114
13	Montant Moyen octroyé	69 986	80 364	+10 378
14	Montant de l'encours moyen	44 730	52 987	+ 8 257

La situation financière se consolide avec une croissance de 121,51% des fonds propres et de quelques-uns des ratios de performance financière. Le résultat de l'exercice est déficitaire malgré la subvention d'équilibre de -16 326 628 FCFA contre -765 023 FCFA en 2015.

Les dix (10) indicateurs réglementaires ne respectent pas tous les normes prévues par la BCEAO, cependant en amélioration (voir Annexe 5 : Analyse des ratios).

S'agissant des cinq groupes de ratios de performance financière, nous notons que :

- Tous les indicateurs de la qualité du portefeuille 2016 respectent toutes les normes et ont connu une amélioration par rapport à 2015;
- L'ensemble des indicateurs d'activités ont connu une tendance haussière bien qu'ils ne respectent pas encore les normes de la BCEAO.
- Bien qu'aucun des indicateurs de rentabilité ne respectent les normes de la BCEAO, le taux de rendement des actifs a connu une amélioration en passant de 11,79% à fin 2015 à 12,10% à fin 2016.
- Sur les quatre indicateurs de gestion du bilan, le ratio de liquidité de l'actif et le ratio de capitalisation respectent les normes ; le taux de rendement des actifs et la rentabilité des fonds propres sont en amélioration par rapport à 2015.

Les principales données financières (Bilan et Compte de résultats) figurent en Annexe 2.

## VI- Innovations en cours concernant les prestations

Des réflexions sont en cours pour développer et/ou améliorer de nouveaux produits de crédit :

- Amélioration des procédures concernant le Crédit énergie ; ce crédit permet aux bénéficiaires des zones périphériques de se doter de lampes solaires et de foyers améliorés afin d'impacter positivement la protection de l'environnement, l'utilisation d'une énergie propre et renouvelable et la réduction des charges en énergie des foyers accompagnés par Assilassimé ;
- Lancement du crédit individuel pour une meilleure fidélisation des bénéficiaires qui ont atteint un niveau d'autonomisation ;
- L'extension en zone rurale avec des produits adaptés aux activités agricoles et répondant aux besoins de ces populations.

## VII- Relations de l'association avec son environnement

Pour toucher sa cible à savoir les personnes vivant avec le VIH, les personnes en situation de handicap, les veuves, les filles mères, Assilassimé a touché de nouveaux partenaires locaux, ce qui porte le nombre de conventions signées à 23. Ainsi, 4 structures locales ont signé de nouvelles conventions. Certaines structures n'ayant pas encore signé de convention partenariale ont travaillé avec Assilassimé sur le référencement et pour l'accès aux microcrédits. Il s'agit de l'Association pour la Promotion de la Femme (ASPROFEM), l'Association Sauvons l'Afrique Des Hépatites (ASADH) et de « Promotion et Développement Humain » (PDH). Les bénéficiaires de deux de ces partenaires sont constitués en groupes et bénéficient des services financiers et non financiers d'Assilassimé Solidarité.



Les travailleurs sociaux d'Assilassimé ont réalisé des écoutes individuelles et référencé des bénéficiaires vers des structures spécialisées partenaires pour leur prise en charge efficace. Ces structures spécialisées sont : Lumière – Vie - Amour (ophtalmologique), WILDAF-Togo (Women In Law and Development in Africa) Femmes, Droit et Développement en Afrique, KOMAB (Lunetterie), ASADH (Association Sauvons l'Afrique des Hépatites), New Vision Optical and Eye Center (optique), Clinique centre islamique de Lomé, ATBEF (Planning familial, PVVIH) , ASPROFEM (PVVIH) et PDH (PVVIH et promotion de l'humain). Une convention de partenariat a été signée avec certaines de ces structures spécialisées et pour d'autres le processus est en cours.

## VIII- Prestations offertes

Assilassimé offre deux types de services à ses bénéficiaires. Il s'agit notamment des services financiers et des services non financiers.

### 1 Services financiers

Assilassimé Solidarité offre 3 types de crédit à ses bénéficiaires. Le crédit « Coup de pouce », le crédit « Aménovi » ou ordinaire, et le crédit Miwoè (Energie).

#### Crédit « Coup de pouce »

Le crédit « Coup de pouce », est un crédit social, de faible montant et très peu onéreux, destiné à financer les personnes particulièrement vulnérables souhaitant démarrer une activité ou dont l'activité existante est en démarrage. Ce crédit représentera au plus 5% du portefeuille en nombre de membres. Le montant varie entre 5000 et 20.000FCFA. La direction souhaite supprimer le taux d'intérêt sur ce type de crédit à partir de 2017.

#### Crédit « Aménovi »

Ce crédit est octroyé aux bénéficiaires pour leur permettre de développer une activité génératrice de revenu. Le montant du premier

crédit varie entre 25000 et 150.000FCFA. Le plafond des crédits successifs s'élèvent à 3 millions de FCFA. Le taux d'intérêt est de 1,5% dégressif le mois.

#### Crédit « Miwoè »

Le crédit Miwoè combinant un crédit AGR et un crédit consommation permettant l'achat de produits Energie (produits solaires ou de cuisson améliorée). Le montant du premier crédit varie entre 25000 et 150.000FCFA et le plafond des crédits successifs s'élèvent à 3 millions de FCFA. Le taux d'intérêt est de 1,5% dégressif le mois.



### 2 Services non financier

Ils sont offerts aux bénéficiaires d'Assilassimé et sont constitués des formations, des sensibilisations, des écoutes individuelles, des référencement et de l'accompagnement social.

Ces services peuvent être résumés comme suit :

#### Formations et sensibilisations :

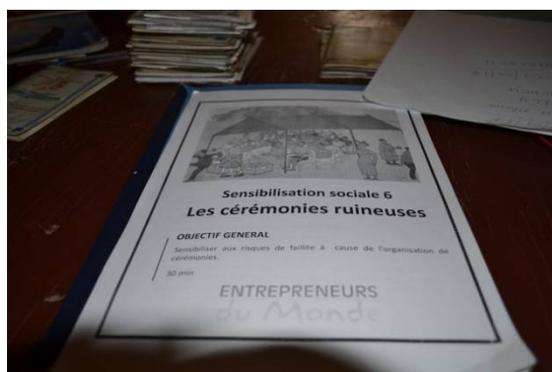
- 7 sensibilisations initiales ; 14 thématiques économiques et trois thématiques socio-sanitaires ont été dupliquées au cours de l'année 2016. Depuis le début du programme, 46 thématiques ont été développées.
- 3 modules ont été élaborés (droits et devoirs des bénéficiaires, relation mari-femme et les hépatites) puis dupliqués dans les groupes.
- Diagnostic, analyse des besoins en formations des bénéficiaires et élaboration du plan de formation 2017.



- Organisation de la journée de la femme Africaine célébrée le 31 juillet de chaque année, pour échanges, partages d'expérience et témoignages. Plus de 1700 bénéficiaires (composés des membres de bureau des 426 groupes et de l'ensemble des membres des 20 meilleurs groupes primés au cours de l'évènement). 10 femmes leaders qui ont su accompagner Assilassimé par leur disponibilité et leur dynamisme ont été également primées.
- Le manuel des opérations est modifié suivant les principes de protection du consommateur.
- Une procédure de gestion des plaintes et sur le traitement équitable a été mise en place.
- 5204 séances de formations et sensibilisations économiques ont été organisées avec 150 302 participations aux formations économiques.
- 1878 séances de formation et de sensibilisation socio-sanitaires ont été organisées avec 52 288 participations aux formations.

### **Mission sociale et accompagnement social/familial :**

- 607 bénéficiaires ont bénéficié du service social et 223 du référencement social en 2016 ;
- 3 travailleurs sociaux dont deux volontaires nationaux ont mené les activités d'accompagnement social ;
- 6690 visites individuelles pour la collecte d'informations sur la mesure du niveau de vulnérabilité et 5449 ont été saisies dans le logiciel de Suivi de la Mission Sociale (SMS) ;
- 1 Rapport annuel (2016) d'analyse de vulnérabilité des bénéficiaires a été élaboré ;
- 12 structures sont ajoutées à l'annuaire des structures de référencements ;
- 4 groupes mixtes ont été créés et 19 bénéficiaires sourds et malentendants ;



- 1 groupe de PVVIH créé par les bénéficiaires de la structure locale PDH ;
- 4 conventions de partenariat ont été signées avec des structures de prises en charge : Lumière Vie Amour (ophtalmologique), Wildaf-Togo (droits des femmes), KOMAB (Lunetterie) et ATBEF (Bien être familial).

### **IX- Mise en œuvre des obligations concernant le blanchiment des capitaux**

Conformément aux procédures d'identification des clients et de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme en vigueur à Assilassimé ; le service de contrôle interne est en charge du suivi du dispositif de contrôle sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Le contrôle des bénéficiaires en ce qui concerne cette situation, est fait systématiquement, car le progiciel de contrôles des informations est en réseau avec celui de l'identification des bénéficiaires qui pratiquent leur activité.

Le service de contrôle vérifie la cohérence activité/transaction et doit remonter immédiatement l'information en cas d'anomalie.

Le fonctionnement régulier de ce dispositif de contrôle tout au long de l'année de 2016 a permis de s'assurer d'une cohérence entre le statut des bénéficiaires, les montants des transactions et leurs activités.

Aucun cas suspect n'a été identifié au cours de l'année 2016.

## **X- Changements intervenus dans notre organisation**

Au total, 16 recrutements ont été effectués dont :

- Recrutement d'un animateur maîtrisant le langage des signes afin de s'occuper de la gestion des groupes des personnes sourdes et malentendantes ;
- Amélioration du service social avec le recrutement de deux travailleurs sociaux
- Recrutements d'animateurs, d'agents de saisie...
- La promotion interne a été privilégiée (responsable des opérations promu directeur, animateurs promus responsables d'agence...).

En ce qui concerne les opérations de terrain la fréquence des formations a subi une modification : Hebdomadaire avant le premier appui financier et bimensuel après l'obtention du prêt.

La durée de remboursement est de 12 mois maximum pour tout renouvellement.

L'autonomie des responsables d'agence a été accrue et un pouvoir de décision opérationnel a été accordé.

## **XI- Difficultés rencontrées**

Assilassimé Solidarité a rencontré quelques difficultés au cours de l'année 2016 :

- La gestion des congés des animateurs ;
- Le manque de passation entre l'ex chargée de mission et le Directeur exécutif ;
- Les lieux de réunion non adaptés pour certains groupes de bénéficiaires (abrités et sécurisés) ;
- La difficulté à contacter les personnes ressources en cas de non remboursement d'un crédit par un bénéficiaire ;
- Le manque d'outil approprié pour la surveillance du surendettement et de la cavalerie financière des clients. Ces deux phénomènes sont engendrés par l'abondance d'offres financières sur le marché ;
- Le manque de moyens de déplacement mis à disposition du personnel terrain par Assilassimé ;
- L'absence de groupe électrogène pour faire face aux instabilités de l'énergie électrique de la CEET (Centre Energie Electrique du Togo) ;
- Les perturbations de réseau de connexion Internet pour les opérations de saisie des données en temps et en heure ;
- L'exigüité du siège social actuel en cas de réunions du personnel (déménagement prévu en 2017).

Face à ces difficultés, les actions correctives suivantes ont été menées :

- Le recrutement d'animateurs remplaçants et/ou de volontaires nationaux ;

- La forte collaboration entre le Coordinateur Pays et le Directeur Exécutif pour la reconstitution des informations et la réorganisation du travail après le départ de la chargée de mission ;
- L'identification d'endroits plus adaptés pour la tenue des réunions de formation des bénéficiaires ;
- Le changement de fournisseur d'accès à internet : Passage de Café informatique à Togo Télécom ;
- La planification de changement de siège social.

## **XII- Relation avec les autorités de régulations**

Les relations avec l'autorité n'ont souffert d'aucune insuffisance car à la fin de chaque trimestre, les statistiques sur les activités exécutées au cours de la période sont produites et envoyées aux autorités de supervision à savoir la CAS-IMEC logée au Ministère de l'Economie et des Finances.

Assilassimé Solidarité a eu une séance de travail avec l'équipe de la cellule de régulation des SFD, pour des conseils après le recrutement de son Directeur Exécutif et du nouveau Responsable contrôle interne.

## **XIII- La communication**

Pour communiquer sur les activités de microfinance sociale et lever des financements, les actions suivantes ont été menées :

- Elaboration d'outils de communication : une fiche programme et des histoires de vie
- Participation à la Journée de la Femme Africaine organisée en juillet 2016 ;
- Organisation de plusieurs autres journées « évènements » (Journée Mondiale contre le Sida le 7 décembre, Journée pour l'inclusion des personnes handicapées le 29 décembre).

Pour la diffusion de l'offre de microfinance sociale, le moyen de communication le plus efficace sur le terrain demeure le bouche à oreille.

Entrepreneurs du Monde, promoteur de l'association et partenaire principal, communique sur les activités de ses programmes sur son site [www.entrepreneursdumonde.org](http://www.entrepreneursdumonde.org) .

## **XIV- Perspectives d'évolution en 2017**

Pour améliorer et renforcer durablement la gestion du risque, il est fondamental de se donner les moyens en fixant des objectifs et en prévoyant des actions importantes pour les années à venir.

Le tableau suivant, présente les activités prévisionnelles suivant les 9 buildings blocs (piliers) adoptés et suivis par Assilassimé. La réalisation de ces actions, implique un engagement fort de l'institution et de l'ensemble du personnel.

Le principal défi de notre direction sera de réussir la mise en œuvre efficace des actions prévues dans le tableau ci-après en créant la synergie nécessaire entre toutes les parties prenantes. Ces axes ont été présentés au Conseil d'Administration d'Assilassimé Solidarité en octobre 2016.

## Objectifs Opérationnels (2017)

OS1 : Effectuer le dépôt de l'agrément Epargne

OS2 : Lancer le pilote de la Finance Digitale sur 1 ou 2 agences

OS3 : Prospecter pour l'ouverture d'une antenne sur une autre zone géographique

OS4 : Mise en œuvre du plan d'action et actualisation de la cartographie des risques

OS5 : Diversifier les activités d'Assilassimé par le lancement de plusieurs pilotes (micro-assurances, artémisia, crédit agricole...)

### 1. Gouvernance

Elément constitutif	Perspectives	Personne responsable	Timing (trimestre)			
Vision, mission et principes	Vision et principes identiques à 2016  Diffuser le nouvel énoncé de mission par des notes de service et affichage (légèrement revu pour pallier aux limites mentionnées dans la partie état des lieux): « Offrir un accès durable à des services de microfinance sociale adaptés pour les personnes vulnérables, ayant un accès limité aux institutions financières classiques pour leur permettre de mener des activités génératrices de revenus et d'améliorer leurs conditions de vie ».	CA-DE	X			
Structure juridique	Demande d'informations à la CAS-IMEC pour l'agrément Epargne (documents à rassembler/préparer) Dépôt d'une demande d'agrément Epargne	CA-DE		X		
Organes de décision	Possible intégration d'un nouveau membre au CA en remplacement de M. GUENGUERE Elaboration de TDR sur le mandat des membres du CA incluant les rôles et responsabilités (siège)	AG Siège	X	X		
Formalisation des partenariats	Adhésion au réseau AMT Actualisation et introduction des données sur le profil du Mix Market (validation en CA si démarches sur l'agrément Epargne engagées) Discussions et décision sur la fusion avec IADES en CA et lors de l'AGO Suivi du partenariat avec AVSF pour une ouverture d'agence dans la région des Savanes Prospection auprès d'HI/CBM pour un partenariat vis-à-vis des PH	DE / CA	X	X	X	X
<b>Moyens additionnels requis</b> (ressources humaines, investissements) :						
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Changement de certains membres du CA (fin de mandat)</li> <li>- 4 réunions du CA par an et une AGO</li> </ul>						

### 2. Performance sociale

Rôle humain que l'organisation décide de jouer dans la société dans laquelle elle intervient.

Elément constitutif	Perspectives	Personne responsable	Timing (trimestre)			
Objectifs sociaux spécifiques	- Suivi de l'atteinte des objectifs sociaux spécifiques en termes de portées auprès des groupes de personnes visées (dont un accroissement de la portée auprès des PH et PVVIH), de	RO – DE -RPS	X	X	X	X

	<p>qualité des services et de changement dans la vie des bénéficiaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer le ciblage et l'appui des PH et PVVIH</li> </ul>		X	X	X	X
Mise en place d'un dispositif de suivi du profil socio-économique des bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Finalisation du nouveau format de fiche de vulnérabilité</li> <li>- Paramétrage de SMS</li> <li>- Enregistrement en continu des fiches de vulnérabilité</li> <li>- Elaboration des rapports trimestriels de vulnérabilité et du rapport annuel</li> </ul>	RO – Equipe TS	X X X	X	X	X
Mesure de l'adéquation des produits et des services aux besoins des bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Poursuite de l'étude sur les raisons poussant les bénéficiaires à clôturer leur compte.</li> <li>- Partage de ces résultats par le biais d'un encadré dans le rapport narratif</li> <li>- Mise en œuvre d'une enquête de satisfaction (du personnel et de l'offre de formation auprès des bénéficiaires)</li> </ul>	DE – RO –RCI -Comptable	X X	X	X	X
Alignement des pratiques aux principes de protection des clients / des entreprises sociales	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Recyclage de tout le personnel sur les PPC</li> <li>- Informations sur les PPC aux nouvelles recrues et signature de la lettre d'engagement envers le code de déontologie</li> <li>- Mise en pratique continue du suivi des plaintes/réclamations</li> <li>- Elaboration d'un rapport sur la gestion des plaintes/réclamations</li> </ul>	DE -RO	X X	X	X	X
Responsabilité environnementale	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement des modules environnementaux (crédit Miwoé, SAV)</li> <li>- Intégration des modules environnementaux dans le plan de formation 2017 des bénéficiaires</li> <li>- Processus de récupération des piles usagées (pour le personnel – au niveau du siège)</li> </ul>	AB-Mivo-DE-TS	X X X	X	X	X
Evaluation de la performance sociale	- en 2018					

**Moyens additionnels requis** (ressources humaines, investissements) :

- EdM/équipe Performance Sociale : 19 jours/personne d'appui à distance pour : la production des rapports (vulnérabilité, raisons des départs, plaintes/réclamations, le suivi de l'atteinte des objectifs sociaux (10 jours), l'enquête de satisfaction (6 jours).
- 8 jours/personne d'appui sur place
- 1 mission d'une RT performance sociale au 3e trimestre 2017 pour : suivre les activités liées à la GPS (3 jours),

### 3. Planification stratégique

Processus par lequel les orientations à prendre à l'avenir sont définies, compte tenu des facteurs externes et internes à l'organisation.

Elément constitutif	Perspectives	Personne responsable	Timing (trimestre)			
Elaboration d'un document de planification stratégique	- Actualisation du Plan d'Affaires à 5 ans par prestataire extérieur avec appui d'1 bénévole.	CP, DE, siège, bénévole, prestataire		X		
Plan opérationnel et budget annuel	- Ouverture d'une agence physique à Kégué (1T2017) - Ouverture d'une agence en zone rurale (zone préfecture Avé) - Prospection pour une ouverture d'antenne dans la région des savanes (Business Plan, étude de marché, recherche de financement, partenariat...)	DE, RO, RPS, partenaires, CP	X			
Révision des projections	- Actualisation des fichiers de suivi d'objectifs par animateur et de viabilité par agence - Mise en place d'un fichier de suivi des indicateurs MF	DE, RO, Catherine, CDG, CP	X	X	X	X
<b>Moyens additionnels requis</b> (ressources humaines, investissements) :						
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Poste de Responsable Finance à créer</li> <li>- Contractualisation avec prestataire (CAC ou autre cabinet) pour l'actualisation du Plan d'Affaires</li> </ul>						

### 4. Gestion des ressources humaines

La gestion des ressources humaines est un ensemble d'outils et de règles ayant pour objectif de mobiliser et développer le personnel pour une plus grande efficacité de l'organisation.

Elément constitutif	Perspectives	Personne responsable	Timing (trimestre)			
Organisation et structure des équipes	- Actualisation de l'organigramme semestriellement - Poursuivre le recrutement (ANVT ou salarié) et le renforcement de l'équipe sociale (mise en œuvre de formations spécifiques) - Développement du ciblage des personnes sourdes et malentendantes via le recrutement d'un second animateur spécialisé en langage des signes	DE	X	X		X
Politique des RH	- Création d'un Règlement intérieur du personnel pour l'entité Assilassimé	DE – RCI - DP	X			
Animation des RH	- Recrutement des RH en fonction des besoins : 17 animateurs dont 10 en janvier, 3 en mars et 4 en juillet ; 2 travailleurs sociaux ; 1 contrôleur interne ; 1 assistant comptable et/ou un Responsable administratif et financier - Il est prévu dans le recrutement des		X	X	X	

	<ul style="list-style-type: none"> <li>animateurs 2 remplaçants afin de gérer les départs en congé des titulaires.</li> <li>Pour la zone rurale, l'équipe à recruter sera composée d'un Responsable finance rurale, un contrôleur interne, un comptable, agent de saisie, 4 animateurs en plus du personnel de soutien</li> <li>Amélioration en continue des outils de suivi RH (fichier d'avance, fichier des salaires, fichier des congés...)</li> <li>Evaluations semestrielles des animateurs pour chaque agence</li> </ul>				X	X
Formation des RH	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formation trimestrielle pour toute l'équipe de terrain</li> <li>Renforcements des compétences des animateurs/RPS suite au diagnostic des besoins (type formation APSFD mais effectué par pôle méthodologie)</li> <li>Participation à une formation haut de gamme sur la Microfinance</li> <li>Formation des TS ; appui de la responsable formation sur le contenu</li> </ul>	DE – RO	X	X	X	X
		RO – RPS - Rela	X		X	
		DE - RO		X		
		DE		X		X
<b>Moyens additionnels requis (ressources humaines, investissements) :</b>						
<ul style="list-style-type: none"> <li>Formation RPS requise</li> <li>Mise en place d'un suivi des formations (externes et internes)</li> </ul>						

## 5. Système d'Information et de Gestion (SIG)

Ensemble structuré de processus, de personnes et de matériel permettant de collecter et convertir des données en information qui permettent une meilleure gestion de l'organisation.

Elément constitutif	Perspectives	Personne responsable	Timing (trimestre)			
Gestion du parc informatique	<ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration du suivi des matériels informatiques (contractualisation, maintenance externe...)</li> <li>Résolution des conflits entre antivirus et programmes (Perfect, Axcrypt...) à travers l'achat de l'antivirus sur place ;</li> </ul>	DE, CP, RS	X	X		
		prestataire, CP, RS	X			
Mise en place d'outils de suivi des activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>Poursuite de renforcement des performances du serveur</li> <li>Etude pour acquisition d'un serveur pour les zones rurales</li> <li>Création de nouvelles bases suite à l'ouverture des agences</li> <li>Diagnostic/évaluation pour la mise en place des TPE en remplacement des registres de groupe (et du projet de décentralisation) ; étude de faisabilité opérationnelle ; prévoir un pilote en 2017 sur une seule agence</li> </ul>	Catherine, RS, RO	X	X	X	X
		Catherine, RS, CP, DE	X			
		Catherine, RS, RCI, Catherine	X	X		
<b>Moyens additionnels requis (ressources humaines, investissements) :</b>						
<ul style="list-style-type: none"> <li>Possibles investissements pour un système de saisies des opérations terrain sur TPE (prévoir entre 10 et 11 MFCFA pour toutes les agences et 2 à 3 MFCFA pour une agence)</li> <li>Service saisie réduit (1 responsable et 1 assistant) ; réaffectation des agents de saisie sur</li> </ul>						

d'autres postes dans la structure (animateurs, postes administratifs...)

- 1 à 2 missions de la référente technique Afrique Outils de gestion et gestion du risque
- Achat du matériel informatique + licences PERFECT pour les nouvelles agences et les nouvelles recrues (RAF, RCI, ...)

## 6. Gestion des opérations

*Ensemble d'outils, de règles et de procédures ayant pour objectif d'assurer le bon déroulement des opérations (services financiers et socio-économiques, chaîne d'approvisionnement et logistique, ventes, marketing et formations).*

Elément constitutif	Perspectives	Personne responsable	Timing (trimestre)			
Analyse des besoins	- Organisations de moments d'échanges entre les TS et les animateurs pour mieux comprendre les problèmes des bénéficiaires	DE – RO	X	X	X	X
	- Poursuite de la prospection sur la micro-assurance santé (pilote)	DE – CP	X	X	X	X
	- Organiser un pilote Artemisia - Développement des thématiques sociales (suite aux souhaits exprimés des bénéficiaires)	DE – CP RO – AB	X	X	X	
Développement de l'offre de services	- Développement de l'offre de crédit Miwoé	RO-DE	X	X		
	- Mise en place du crédit rural (agricole) suite à l'ouverture d'une agence en zone rurale	RO-DE			X	X
	- Mise en place du service financier de crédit individuel	RO-DE-RPS	X	X	X	X
	- Elaboration de modules de formation adaptés aux zones rurales	CP			X	X
	- Le plafond d'octroi est remonté à 3 millions de FCFA et la durée des prêts est maintenue à 12 mois ;	DE-CP	X			
	- Suite des réflexions sur la micro assurance santé	DE – CP	X	X	X	X
	- Participation à un atelier MF	DE-RO-siège		X		X
	- Réflexion sur les dispositions de sécurisation des crédits de montants supérieurs à 300 000 FCFA	RO-DE-CP-siège	X	X		
- Mission sur l'ouverture de l'agence en zone rurale	DE RO		X	X	X	
- Mise en place d'un système de gestion des plaintes des bénéficiaires	DE – RO	X	X	X	X	
Mise en œuvre de l'offre	- Identification des bénéficiaires		X	X	X	X
	- Mise à jour des documents constitutifs d'un dossier de crédit		X	X	X	X
	- Amélioration de l'archivage des dossiers de crédits		X	X	X	X
	- Collecte des données sur le degré de vulnérabilité des bénéficiaires	TS/AC/RO/R	X	X	X	X
	- Ecoute et référencement et suivi des cas sociaux	PS/chargée de mission	X	X	X	X
	- Suivi des activités économiques des bénéficiaires		X	X	X	X
	- Mise en œuvre du kit des 6 sensibilisations initiales		X	X	X	X
- Développement du kit social et santé (au moins 3 nouveaux modules)		X		X		

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Analyse des forces et faibles de la méthodologie. Note de synthèse produite.</li> <li>- Actualisation de l'annuaire de référencement des bénéficiaires</li> </ul>		X			X	
			X	X	X	X	
Suivi et pilotage des opérations	- Evaluation de la méthodologie	RO/Référent technique méthodologie EDM Siège/CP	X	X	X	X	
	- Amélioration des documents de suivi des activités sociales		X	X	X	X	
	- 1 rapport d'évaluation de l'accompagnement social 2017						X
	- Prévision chiffrés et objectifs des animateurs		X	X	X	X	
	- Mise en place d'un dispositif de suivi des référencements				X	X	
	- Exploitation du suivi des référencements en continu		X	X	X	X	

**Moyens additionnels requis (ressources humaines, investissements) :**

- Présence sur place de la responsable méthodologie Afrique (travail sur crédit agricole + crédit individuel + étude faisabilité TPE + pilote micro-assurance...)
- Mission d'Aurélié (prévue en Janvier 2017) pour élaboration de nouveaux modules de formations suite aux retours des bénéficiaires

## 7. Gestion administrative et financière

*Ensemble d'outils, de règles et de procédures ayant pour objectif la production de données financières en conformité avec les normes nationales et internationales. Ensemble d'outils, de règles et de procédures assurant l'organisation des fonctions supports aux opérations et à la structure.*

Elément constitutif	Perspectives	Personne responsable	Timing (trimestre)			
Politique comptable	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Recommandations missions</li> <li>- Rating (fin 2016 avec Microfinanza)</li> </ul>	Comptable Siège	X	X	X	X
Procédures administratives	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Actualisation du manuel</li> </ul>	DE/RO/CP/C hargée du risque/CDG (en relecture finale)	X		X	
Procédures comptables financières et	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Actualisation et application du manuel</li> </ul>	CDG en relecture finale		X		
Suivi financier	- Analyse budgétaire	CDG /	X	X	X	X
	- Suivi de l'équilibre et des comptes	Comptable /	X	X	X	X
	- Préparation de la fiche de besoins et de dépenses mensuelles	DE/RCI/CP	X	X	X	X
	- Fichier Envoi De Fonds		X	X	X	X
	- Utiliser la fonctionnalité de PERFECT concernant le suivi budgétaire	Resp. Outils de gestion		X		X

**Moyens additionnels requis (ressources humaines, investissements) :**

- Rating effectué par un prestataire extérieur
- 1 mission du CDG
- 2 missions de la référente Outils de Gestion (également sur building bloc 5 et 8)

## 8. Gestion du risque

Ensemble d'outils, de règles et de procédures permettant d'identifier, de prévenir et de corriger les risques internes et externes.

Élément constitutif	Perspectives	Personne responsable	Timing (trimestre)			
Politique de gestion du risque	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place du plan d'action défini lors de la cartographie des risques (à présenter au CA)</li> <li>Mission cabinet d'audit externe</li> </ul>	DE-RCI – responsable GdR CAC – DE-CI	X	X	X	X
Contrôle interne	<ul style="list-style-type: none"> <li>Finalisation du dossier d'écart de coffre</li> <li>Vérification de l'utilisation efficace et efficiente du manuel de contrôle interne dans le respect des dispositions</li> <li>Suivi régulier des écarts de caisse</li> <li>Amélioration du fichier de suivi des recommandations pour la centralisation de tous les contrôles.</li> <li>Priorisation des niveaux de contrôles</li> <li>Rédaction d'une politique de gestion des risques</li> <li>Rédaction d'un plan de continuité des activités</li> <li>Rédaction d'une charte d'audit interne</li> </ul>	Service CI – DE Référente GDR - CP	X X	X X	X X	X X
Audit interne	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcement des contrôles quotidiens</li> <li>Mise en place du plan d'audit annuel</li> </ul>	Service CI	X	X	X	X X
Audit externe	<ul style="list-style-type: none"> <li>Audit externe exercice 2016 (février 2017)</li> </ul>	CAC	X			
<b>Moyens additionnels requis</b> (ressources humaines, investissements) :						
<ul style="list-style-type: none"> <li>Appui de certains membres du CA et du siège d'EdM</li> <li>2 missions de la référente Gestion du Risque</li> </ul>						

## 9. Plaidoyer et recherche de fonds

Ensemble de documents et outils permettant de communiquer sur les activités auprès d'acteurs externes et de faire la promotion de la microfinance sociale et de l'entrepreneuriat social (accès à l'énergie).

Élément constitutif	Perspectives	Personne responsable	Timing (trimestre)			
Communication externe	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une fiche programme pour activités de 2016</li> </ul>	CP-DE	X			
Recherche de fonds/capital, dette	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prospection de nouveaux bailleurs (BM, BOAD, fondations, CBM...)</li> <li>Suivi des bailleurs partenaires (MdP, Michelham, Helios Trust, WPF, PNUD pour serveur...)</li> <li>Représentation auprès des Ministères de tutelle</li> <li>Suivi des prêteurs (Kiva/MFS)</li> <li>Préparation d'une nouvelle Convention Programme MF auprès de l'AFD</li> </ul>	CP, responsable RdF, DE, RO	X X X X	X X X X	X X X X	X X X X

	(montant à valider par pays)					
Intégration dans les réseaux locaux	- Inscription au réseau MAIN - Participation à la SAM et à la SNM (Semaine Nationale de la Microfinance au Togo en Novembre)	DE		X		X
<b>Moyens additionnels requis</b> (ressources humaines, investissements) :						
- Appui de la responsable « Recherche de Fonds »						

## XV- Conclusion

De tout ce qui précède, il va sans dire que beaucoup d'efforts restent à faire malgré l'évolution des indicateurs par rapport à 2015.

L'année 2016 a permis un changement d'approche et un accroissement fulgurant des principaux indicateurs de microfinance (financiers et sociaux). Un management plus efficace, une meilleure autonomisation des différents responsables, une prise de conscience du personnel opérationnel, le changement de direction sont les principales raisons de cette amélioration.

Le développement du portefeuille de crédit et de dépôts de garantie, du nombre des bénéficiaires, l'assainissement du portefeuille de crédit, la capitalisation des fonds propres, l'amélioration de la situation financière de l'institution conformément au plan d'affaires d'Assilassimé reste l'objectif principal à atteindre dans les années à venir.

Les différentes actions prévues pour le compte de l'année 2017 permettront à Assilassimé de renforcer ses capacités afin de lui garantir un avenir meilleur, de se faire une place dans le secteur de la microfinance et d'être un modèle de SFD **sociale et inclusive** qui milite beaucoup plus pour l'inclusion des personnes vulnérables.

## **XVI- ANNEXES**

## Annexe 1 : Situation Patrimoniale et état de Formation du Résultat

### BILAN AU 31 DECEMBRE 2016

Code Poste	ACTIF	BRUT	AMORT/P R	Déc-16	Déc-15	Code Poste	PASSIF	Déc-16	Déc-15
A01	<b>OPERATIONS DE TRESORERIE AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES</b>	<b>126 769 580</b>	<b>0</b>	<b>126 769 580</b>	<b>107 455 519</b>	F01	<b>OPERATIONS DE TRESORERIE AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES</b>	<b>214 237 277</b>	<b>141 502 016</b>
A10	Valeur en caisse	3 571 100	0	3 571 100	944 575	F1A	Comptes ordinaires créditeurs		
A11	Billets monnaies	3 571 100		3 571 100	944 575	F2A	Autres comptes de dépôts créditeurs	0	0
A12	Comptes ordinaires débiteurs	123 198 480		123 198 480	56 510 944	F2B	Dépôts à terme reçus		
A2A	Autres comptes de dépôts débiteurs	0	0	0	50 000 000	F2C	Dépôts de garantie reçus		
A2H	Dépôts à terme constitués			0	50 000 000	F2D	Autres dépôts reçus		
A2I	Dépôts de garantie constitués			0	0	F3A	Comptes d'emprunts	214 237 277	137 179 167
A2J	Autres dépôts constitués			0	0	F3E	Emprunts à moins d'un an		
A3A	Comptes de prêts	0	0	0	0	F3F	Emprunts à terme	214 237 277	137 179 167
A3B	Prêts à moins d'un an			0	0	F50	Autres sommes dues aux institutions financières		
A3C	Prêts à terme			0	0	F55	Ressources affectées		
A60	Créances rattachées			0	0	F60	Dettes rattachées		4 322 849
A70	Prêts en souffrance	0	0	0	0	G01	OPERATIONS AVEC LES MBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	412 322 193	217 140 309
	Prêts immobilisés					G10	Comptes ordinaires créditeurs	412 322 193	217 140 309
A71	Prêts en souffrance de 6 mois au plus			0	0	G15	Dépôts à terme reçus		
A72	Prêts en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus			0	0	G2A	Comptes d'épargne à régime spécial		
A73	Prêts en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus			0	0	G30	Autres dépôts de garantie reçus		
B01	OPER AVEC LES MBRES, BEN. OU CLIENT	723 658 979	7 637 040	716 021 939	298 789 885	G35	Autres dépôts reçus		
B2D	Crédits à court terme	711 080 080		711 080 080	295 480 100	G60	Emprunts		
B2N	Comptes ordinaires			0	0	G70	Autres sommes dues		
B30	Crédits à moyen terme			0	0	G90	Dettes rattachées		

B40	Crédits à long terme			0	0	H01	OP. SUR TITRES ET OPE DIVERSES	14 112 505	1 558 052
B65	Créances rattachées	2 023 259		2 023 259	605 608	H10	Versements restant à effectuer		
B70	Crédits en souffrance	10 555 640	7 637 040	2 918 600	2 704 177	H40	Créditeurs divers	4 873 854	7 269
	Crédits immobilisés	29 490		29 490	0	H6A	Comptes d'ordre et divers	9 238 651	1 550 783
B71	Crédits en souffrance de 6 mois au plus	3 717 740	1 487 096	2 230 644	1 999 845	H6B	Comptes de liaison		
B72	Crédits en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	3 292 330	2 633 864	658 466	704 332	H6C	Comptes de différences de conversion		
B73	Crédits en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	3 516 080	3 516 080	0	0	H6G	Comptes de régularisation-passif	9 238 651	1 550 783
C01	OP. SUR TITRES ET OP DIVERSES.	46 052 556	196 010	45 856 546	80 716 320	H6P	Compte d'attente-passif		
C10	Titres de placement			0	0	KO1	VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOB. FIN	0	0
C30	Comptes de stocks	2 683 295	0	2 683 295	279 720	K20	Titres de participation		
C31	Stock de meubles			0	0	L01	PROV, FONDS PROPRES ET ASS.	304 015 239	137 245 727
C32	Stocks de marchandises			0	0	L10	Subventions d'investissement	2 031 422	4 489 157
C33	Stocks de fournitures	494 045		494 045	273 800	L20	Fonds affectés	0	0
C34	Autres stocks et assimilés	2 189 250		2 189 250	5 920	L21	Fonds de garantie		
C40	Débiteurs divers	81 791 954	196 010	81 595 944	76 455 400	L22	Fonds d'assurance		
C55	Créances rattachées			0	0	L23	Fonds de bonification		
C56	Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat			0	0	L24	Fonds de sécurité		
C59	Valeurs à rejeter			0	0	L25	Autres fonds affectés		
C6A	Comptes d'ordre et divers	8 944 618	0	8 944 618	3 981 200	L27	Fonds de crédit	311 629 310	130 149 393
C6B	Comptes liaison			0	0	L30	Provisions pour risques et charges	7 469 658	3 395 700
C6C	Comptes de différence de conversion			0	0	L31	Provisions pour charges de retraite		
C6G	Comptes régularisation - actif	1 474 960		1 474 960	585 500	L32	Provisions pour risque d'exécution d'engagement par signature		
C6Q	Comptes transitoires	7 469 658		7 469 658	3 395 700	L33	Autres prov pour risques et charges	7 469 658	3 395 700
C6R	Comptes d'attente - actif			0	0	L35	Provisions règlementées	0	0
D01	VALEURS IMMOBILISEES	25 616 069	16 944 231	8 671 838	10 484 380	L36	Prov pour risques afférents aux opér de crédits à MLT termes		
D1A	Immobilisations financières	0	0	0	0	L37	Provision spéciale de réévaluation		
D10	Prêts et titres subordonnés			0	0	L41	Emprunt et titres émis subor.		
D1E	Titres de participation			0	0	L43	Dettes rattachées aux emprunts et titres émis subordonnés		
D1L	Titres d'investissement			0	0	L45	Fds pour risques financ généraux		

D1S	Dépôts et cautionnements	2 100 000		2 100 000	1 500 000	L50	Primes liées au capital		
D23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	L55	Réserves	0	0
D24	Incorporelles			0	0	L56	Réserve générale		
D25	Corporelles			0	0	L57	Réserves facultatives		
D30	Immobilisations d'exploitation	23 516 069	16 944 231	6 571 838	8 984 380	L58	Autres réserves		
D31	Incorporelles	3 472 000	3 154 222	317 778	725 111	L59	Ecart de réévaluat.des immob.		
D36	Corporelles	20 044 069	13 790 009	6 254 060	8 259 269	L60	Capital	0	0
D40	Immobilisations hors exploitation	0	0	0	0	L61	Capital appelé		
D41	Incorporelles			0	0	L62	Capital non appelé		
D45	Corporelles			0	0	L65	Fonds de dotation		
	Immob acquises par réal. de garantie	0	0	0	0	L70	Report à nouveau (+ ou-)	-788 523	-23 500
D46	Incorporelles			0	0	L75	Excédent des prods sur les ch.		
D47	Corporelles			0	0	L80	Résultat de l'exercice (+ ou -)	-16 326 628	-765 023
D50	Crédit bail et opérations assimilées	0	0	0	0	L81	Excédent ou déficit en instance d'approbation	-16 326 628	-765 023
D51	Crédit-bail			0	0	L82	Excédent ou déficit de l'exercice		
D52	L.O.A			0	0				
D53	Location-vente			0	0				
D60	Créances rattachées			0	0				
D70	Créances en souffrance	0	0	0	0				
D71	Créances en souffrance de 6 mois au plus			0	0				
D72	Créances en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus			0	0				
D73	Créances en souffrance de plus 12 mois à 24 mois au plus			0	0				
E01	ACTIONNAIRES, ASSOCIES OU MBRES	0	0	0	0				
E02	Actionnaires, associés ou membres, capital non appelé			0	0				
E03	Actionnaires, associés ou membres, capital appelé non versé			0	0				
E05	Excédent des charges sur les produits			0					
E90	TOTAL DE L'ACTIF	969 464 495	24 777 281	944 687 214	497 446 104	L90	TOTAL DU PASSIF	944 687 214	497 446 104

**COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2016**

Code poste	CHARGES	Déc-16	Déc-15	Code poste	PRODUITS	Déc-16	Déc-15
<b>R08</b>	<b>CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LES INSTITUIONS FINANCIERES</b>	<b>4 282 819</b>	<b>4 331 749</b>	<b>V08</b>	<b>PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES</b>	<b>27 244 896</b>	<b>12 744 478</b>
<b>R1A</b>	<b>Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>V1A</b>	<b>Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
R1B	Organe financier			V1B	Organe financier		
R1C	Caisse centrale			V1C	Caisse centrale		
R1D	Trésor Public			V1D	Trésor Public		
R1E	CCP			V1E	CCP		
R1F	Banques et correspondants			V1F	Banques et correspondants		
R1H	Etablissements financiers			V1H	Etablissements financiers		
R1I	SFD			V1I	SFD		
R1K	Autres institutions financières			V1K	Autres institutions financières		
<b>R1L</b>	<b>Intérêts sur autres comptes de dépôts créditeurs</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>V1L</b>	<b>Intérêts sur autres comptes de dépôts débiteurs</b>	<b>2 408 221</b>	<b>511 618</b>
R1N	Dépôts à terme reçus			V1Q	Dépôts à terme constitués	2 408 221	511 618
R1P	Dépôts de garantie reçus			V1R	Dépôts de garantie constitués		
R1Q	Autres dépôts reçus			V1S	Autres dépôts constitués		
<b>R2A</b>	<b>Intérêts sur comptes d'emprunts</b>	<b>4 282 819</b>	<b>4 322 849</b>	<b>V2A</b>	<b>Intérêts sur comptes de prêts</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
R2F	Intérêts sur emprunt à moins d'un an			V2C	Intérêts sur prêts à moins d'un an		
R2G	Intérêts sur emprunts à terme	4 282 819	4 322 849	V2G	Intérêts sur prêts à terme		
<b>R2R</b>	<b>Autres intérêts</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>V2Q</b>	<b>Autres intérêts</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
R2T	Divers intérêts			V2S	Divers intérêts		
<b>R2Z</b>	<b>Commissions</b>		8 900	<b>V2T</b>	<b>Commissions</b>	24 836 675	12 232 860
<b>R3A</b>	<b>CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>V3A</b>	<b>PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS</b>	<b>73 732 177</b>	<b>35 884 622</b>
<b>R3C</b>	<b>Intérêts sur comptes des membres, bénéficiaires, clients</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>V3B</b>	<b>Intérêts sur crédits aux membres, bénéficiaires ou clients</b>	<b>72 557 687</b>	<b>35 804 512</b>
R3D	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs			V3G	Autres crédits à court terme	72 557 687	35 804 512
R3F	Intérêts sur dépôts à terme reçus			V3M	Intérêts sur crédits à moyen terme		

R3G	Intérêts sur comptes d'épargne à régime spécial			V3N	Intérêts sur crédits à long terme		
R3H	Intérêts sur dépôts de garantie reçus			V3R	<b>Autres intérêts</b>	-	-
R3J	Intérêts sur autres dépôts reçus			V3T	Divers intérêts		
R3N	<b>Intérêts sur emprunts et autres sommes dues</b>			V3X	<b>Commissions</b>	<b>1 174 490</b>	<b>80 110</b>
R3Q	<b>Autres intérêts</b>						
R3T	<b>Commissions</b>						
	<b>MARGE D'INTERET BENEFICIAIRE</b>	<b>96 694 255</b>	<b>44 297 351</b>		<b>MARGE D'INTERET DEFICITAIRE</b>	-	-
	<b>TOTAL CHARGES D'INTERETS</b>	<b>4 282 818</b>	<b>4 331 749</b>		<b>TOTAL PRODUITS D'INTERETS</b>	<b>100 977 073</b>	<b>48 629 100</b>
R4B	<b>CHARGES SUR OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES</b>	-	-	V4B	<b>PRODUITS SUR OPERATIONS SUR TITRES ET SUR OPERATIONS DIVERSES</b>	-	-
R4C	Charges et pertes sur titres de placement			V4C	Produits et profits sur titres de placement		
R4K	Charges sur opérations diverses			V4D	Intérêts sur crédits accordés aux personnel non membres		
R4N	Commissions			V4E	Produits sur opérations diverses		
R5B	<b>CHARGES SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	-	-	V4F	Commissions		
R5C	Frais d'acquisition			V5B	<b>PRODUITS SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	-	-
R5D	Etalement de la prime			V5C	Produits sur prêts et titres subordonnés		
R5E	<b>Charges sur crédit-bail et opérations assimilées</b>	-	-	V5D	Dividendes et produits assimilés sur titres de participation		
R5G	<b>Charges sur opérations de crédit-bail</b>	-	-	V5F	Produits et profits sur titres d'investissements		
R5H	Dotations aux amortissements			V5G	<b>PRODTS SUR CREDIT BAIL ET OPERATION ASSIMILEES</b>	-	-
R5J	Dotations aux provisions			V5H	<b>Produits sur opérations de crédit-bail</b>	-	-
R5K	Moins-values de cession			V5J	Loyers		
R5L	Autres charges			V5K	Reprises de provisions		
R5M	<b>Charges sur opérations de location avec option d'achat</b>	-	-	V5L	Plus -values de cession		
R5N	Dotations aux amortissements			V5M	Autres produits		
R5P	Dotations aux provisions			V5N	<b>Produits sur opérations de location avec option d'achat</b>	-	-

R5Q	Moins-values de cession			V5P	Loyers		
R5R	Autres charges			V5Q	Reprises de provisions		
<b>R5S</b>	<b>Charges sur opérations de location-vente</b>	-	-	V5R	Plus -values de cession		
R5T	Dotations aux amortissements			V5S	Autres produits		
R5U	Dotations aux provisions			<b>V5T</b>	<b>Produits sur opérations de location-vente</b>	-	-
R5V	Moins-values de cession			V5V	Loyers		
R5X	Autres charges			V5W	Reprises de provisions		
<b>R5Y</b>	<b>Charges sur emprunts et titres émis subordonnés</b>			V5X	Plus-values de cession		
<b>R6A</b>	<b>CHARGES SUR OPER. DE CHANGE</b>	-	-	V5Y	Autres produits		
R6B	Pertes sur opérations de change			<b>V6A</b>	<b>PRODUITS SUR OPERATIONS DE CHANGE</b>	-	-
R6C	Commissions			V6B	Gains sur opérations de change		
<b>R6F</b>	<b>CHARGES SUR OPER. HORS BILAN</b>	-	-	V6C	Commissions		
R6K	Charges sur engagements de financements reçus des institutions financières			<b>V6F</b>	<b>PRODUITS SUR OPERATIONS HORS BILAN</b>	-	-
R6L	Charges sur engagements de financements reçus des membres, bénéficiaires ou clients			V6K	Produits sur engagements de financement donnés aux institutions financières		
R6M	Charges sur engagements de garantie reçus des institutions financières			V6L	Produits sur engagements de financement donnés aux membres, bénéficiaires ou clients		
R6P	Charges sur engagements de garantie reçus des membres, bénéficiaires ou clients			V6N	Produits sur engagements de garantie donnés aux institutions financières		
R6S	Charges sur engagements sur titres			V6P	Produits sur engagements de financement donnés aux membres, bénéficiaires ou clients		
R6T	Charges sur autres engagements reçus			V6Q	Produits sur engagements sur titres		
<b>R6V</b>	<b>CHARGES SUR PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS</b>	<b>2 567 285</b>	<b>668 899</b>	V6R	Produits sur autres engagements donnés		
R6W	Charges sur les moyens de paiement			V6S	Produits sur opérations effectuées pour le compte de tiers		
R6X	Autres charges sur prestations de services financiers	2 567 285	668 899	<b>V6U</b>	<b>PRODUITS SUR PRESTATION DE SERVICES FINANCIERS</b>	-	-
<b>R7A</b>	<b>AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION FINANCIERE</b>	-	-	V6V	Produits sur les moyens de paiement		
R7B	Moins-value de cession d'éléments			V6W	Autres produits sur prestations de services financiers		

	d'actif						
R7C	Transferts de produits d'exploitation financière			V7A	<b>AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION FINANCIERE</b>	-	-
R7D	Diverses charges d'exploitation financière			V7B	Plus-values de cession d'éléments d'actif		
	<b>AUTRES FINANCIERS NETS</b>	-	-	V7C	Transferts de charges d'exploitation financière		
	<b>AUTRES CH. FINANCIERES NETTES</b>	2 567 285	668 899	V7D	Divers produits d'exploitation financière		
	<b>MARGE BENEFICIAIRE D'INTERET</b>	96 694 255	44 297 351		<b>AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES</b>	2 567 285	668 899
	<b>AUTRES FINANCIERS NETS</b>	-	-		<b>AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS</b>	-	-
	<b>PRODUIT NET FINANCIER</b>	94 126 970	43 628 452		<b>MARGE D'INTERET DEFICITAIRE</b>	-	-
	<b>ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS</b>	22 280 795	- 273 800		<b>AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES</b>	2 567 285	668 899
R8G	Achats de marchandises	22 501 040			<b>CHARGE FINANCIERE NETTE</b>	2 567 285	668 899
R8J	Stocks vendus				<b>VENTES</b>	24 582 640	-
R8L	Variations de stocks de marchandises	- 220 245	- 273 800	V8B	<b>MARGE COMMERCIALE</b>	24 582 640	
	<b>CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION</b>	198 538 023	180 928 922	V8C	Ventes de marchandises		
S02	<b>FRAIS DE PERSONNEL</b>	117 098 947	117 379 036		<b>PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION</b>	41 016 022	135 599 063
S03	Salaires et traitements	95 384 044	97 144 913	W4A	<b>PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION</b>	1 479 600	1 479 600
S04	Charges sociales	14 121 612	14 648 968	W4B	Redevances pour concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires		
S05	Appointements et indemnités versés aux stagiaires	7 593 291	5 585 155	W4D	Indemnités de fonction et rémunération d'administrateurs, gérants reçues		
S1A	<b>IMPÔTS ET TAXES</b>	115 501	5 000	W4G	Plus-values de cession	-	-
S1B	Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunération			W4H	sur immobilisations incorporelles et corporelles		
S1C	Autres impôts, taxes et prélèvement assimilés versés à l'administration des impôts	115 501	5 000	W4J	sur immobilisations financières		
S1D	Impôts directs			W4K	<b>Revenus des immobilisations hors exploitation</b>		
S1G	Impôts indirects			W4L	<b>Transferts de charges d'exploitation non financière</b>	1 479 600	1 479 600
S1H	Droits d'enregistrement et de timbre		5 000	W4M	Charges refacturées	1 479 600	1 479 600
S1J	Impôts et taxes divers	115 501		W4N	Charges à répartir sur plusieurs exercices		
S1K	Autres impôts, taxes et			W4P	Autres transferts de charges		

	prélèvements assimilés versés aux autres organismes						
S2A	<b>AUTRES CH. EXTERNES ET CH. DIVERSES D'EXPLOITATION</b>	<b>54 886 578</b>	<b>41 552 398</b>	<b>W4Q</b>	<b>Autres produits divers d'exploitation</b>		
S2B	<b>Services extérieurs</b>	<b>13 500 907</b>	<b>12 638 117</b>	<b>W50</b>	<b>PRODUCTION IMMOBILISEE</b>	-	-
S2C	Redevances de crédit-bail			W51	Immobilisations corporelles		
S2D	Loyers	7 060 000	5 760 000	W52	Immobilisations incorporelles		
S2F	Charges locative et de co-propriété			<b>W53</b>	<b>SUBVENTIONS D'EXPLOITATION</b>	<b>62 696 319</b>	<b>126 693 038</b>
S2H	Entretien et réparations	756 900	1 071 480	<b>X50</b>	<b>REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINAN GEN</b>	<b>2 025 325</b>	
S2J	Primes d'assurance	4 897 207	4 527 259	<b>X51</b>	<b>REPRISES D'AMORT ET DE PROV SUR IMMOB</b>	-	-
S2K	Etudes et recherches			X54	Reprises d'amortissements des immobilisations		
S2M	Frais de formation du personnel	686 800	1 033 438	X56	Reprises de provisions sur immobilisations		
S2L	Divers	100 000	245 940	<b>X6B</b>	<b>REPRISES DE PROV ET RECUP SUR CREANCES AMORTIE</b>	<b>22 182 089</b>	<b>7 426 425</b>
S3A	<b>Autres services extérieurs</b>	<b>40 511 471</b>	<b>28 038 581</b>	<b>X6C</b>	<b>Reprises de provisions sur créances en souffrance</b>	<b>11 958 131</b>	<b>4 375 315</b>
S3B	Personnel extérieur à l'institution	471 999	509 763	X6D	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus	10 432 218	3 817 947
S3C	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	6 097 000	2 500 000	X6E	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	858 622	176 302
S3E	Publicité, publications et relations publiques	5 760 212	1 711 560	X6F	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus	667 291	381 066
S3G	Transports de biens	10 500	600	<b>X6G</b>	<b>Reprises de provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif</b>		
S3J	Transports collectifs du personnel			<b>X6H</b>	<b>Reprises de provisions pour risques et charges</b>	<b>10 146 503</b>	<b>3 051 110</b>
S3L	Déplacements, missions et réceptions	2 536 349	2 147 647	<b>X6I</b>	<b>Reprises de provisions réglementées</b>		
S3M	Achats non stockés de matières et fournitures	20 143 807	16 971 642	<b>X6J</b>	<b>Récupération sur créances amorties</b>	<b>77 455</b>	
S3N	Frais postaux et frais de télécommunication	5 491 604	4 197 369	<b>X80</b>	<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>7 583 820</b>	<b>4 661 319</b>
S3P	Divers			<b>X81</b>	<b>PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS</b>		
S4A	<b>Charges diverses d'exploitation</b>	<b>874 200</b>	<b>875 700</b>	<b>L80</b>	<b>DEFICIT</b>	<b>16 326 628</b>	<b>765 023</b>
S4B	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires						
S4D	Indemnités de fonction versées						
S4I	Frais de tenue d'assemblée	874 100	686 300				
S4K	<b>Moins-value de cession sur</b>	<b>-</b>	<b>-</b>				

	<b>immobilisations</b>		
S4L	sur immobilisations corporelles et incorporelles		
S4M	sur immobilisations financières		
<b>S4P</b>	<b>Transferts de produits d'exploitation non financière</b>	-	-
S4Q	Produits rétrocédés		
S4R	Autres transferts de produits		
S4S	Autres charges diverses d'exploitation non financière	100	189 400
<b>T50</b>	<b>DOTATIONS AU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX</b>	<b>6 099 283</b>	<b>3 395 700</b>
<b>T51</b>	<b>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS</b>	<b>4 260 536</b>	<b>4 446 835</b>
T53	Dotation aux amortissements de charges à répartir		
T54	Dotation aux amortissements des immobilisations exploitation	4 260 536	4 446 835
T55	Dotation aux amortissements des immobilisations hors exploitation		
T56	Dotation aux provisions pour dépréciation des immobilisations en cours		
T57	Dotation aux provisions pour dépréciation des immobilisations d'exploitation		
T58	Dotation aux provisions pour dépréciation des immobilisations hors exploitation		
<b>T6B</b>	<b>DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES</b>	<b>16 077 178</b>	<b>14 149 953</b>
<b>T6C</b>	<b>Dotations aux provisions sur créances en souffrance</b>	<b>13 705 898</b>	<b>8 005 082</b>
T6D	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus	11 710 189	6 848 928

T6E	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	1 155 588	768 238			
T6F	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus	840 121	387 916			
T6G	<b>Dotation aux provisions pour dépréciation d'autres éléments d'actif</b>					
T6H	<b>Dotations aux provisions pour risques et charges</b>	<b>196 010</b>	<b>5 443 266</b>			
T6J	<b>Dotations aux provisions réglementées</b>					
T6K	<b>Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions</b>	<b>2 175 270</b>	<b>701 605</b>			
T6L	<b>Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions</b>					
T80	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>38 069</b>	<b>186 372</b>			
T81	<b>PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS</b>	<b>10 146 503</b>	<b>3 812 363</b>			
T82	<b>IMPÔTS SUR LES EXCEDENTS</b>					
	<b>CHARGES</b>	<b>237 853 493</b>			<b>PRODUITS</b>	
L80	<b>EXCEDENT</b>	-	-			
T84	<b>TOTAL</b>	<b>237 853 494</b>	<b>189 654 505</b>	<b>X84</b>	<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>237 853 494 189 654 505</b>

## Annexe 2 : Analyse des ratios prudentiels

N°	RATIO	SCORE		NORME	OBSERVATION (Respectée ou non respectée)
		2016	2015		
I.	LIMITATION DES RISQUES PORTES PAR UNE INSTITUTION	89,97%	83,53%	<=200%	Respectée
II.	COUVERTURE DES EMPLOIS A MOYEN ET LONG TERME PAR DES RESSOURCES STABLES	4471,38%	434,30%	>=100%	Respectée
III.	LIMITATION DES PRETS AUX DIRIGEANTS ET AU PERSONNEL, AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES	0,00%	0,00%	<=10%	Respectée
IV.	LIMITATION DES RISQUES PRIS SUR UNE SEULE SIGNATURE	0,60%	1,19%	<=10%	Respectée
V.	NORME DE LIQUIDITE	146,36%	133,91%	>=80%	Respectée
VI.	LIMITATION DES OPERATIONS AUTRES QUE LES ACTIVITES D'EPARGNE ET DE CREDIT	0,00%	0,00%	<=5%	Respectée
VII.	CONSTITUTION DE LA RESERVE GENERALE	0,00%	0,00%	-	Respectée
VIII.	NORME DE CAPITALISATION	32,15%	27,29%	>=15%	Respectée
IX.	LIMITATION DES PRISES DE PARTICIPATION	0,00%	0,00%	<=25%	Respectée
X.	LIMITATION DU FINANCEMENT DES IMMOBILISATIONS ET DES PRISES DE PARTICIPATION	2,16%	6,62%	<=100%	Respectée

## Tableau des Indicateurs financiers

Type de Ratio	Nom du Ratio	2016	2015	Norme	Commentaires
I- INDICATEURS DE QUALITE DU PORTEFEUILLE	Portefeuille classé à risque à 90 jours	2,14%	2,82%	<ou=3%	Le portefeuille classé à risque respecte la norme
	Taux de provisions pour créances en souffrance	72,55%	68,53%	>ou=40%	Le provisionnement respecte la norme
	Taux de perte sur créances	0,17%	0,35%	<2%	les pertes sont maîtrisées et en régression par rapport à l'année 2015
II- INDICATEURS D'EFFICACITE/ PRODUCTIVITE	Ratio des charges de personnel	22,82%	46,79%	<10%	Les charges salariales sont trop élevées par rapport à la production de l'association mais en amélioration par rapport à l'année 2015
	Charges d'exploitation rapportées au portefeuille de crédit	44,37%	74,01%	< ou =35%	La structure a dépensé moins de 44 FCFA en 2016 contre 74 FCFA en 2015 pour la gestion de chaque 100 FCFA d'encours de crédit.
III- INDICATEURS DE RENTABILITE	Autosuffisance opérationnelle	66,43%	30,99%	>130%	La rentabilité de l'institution n'est pas atteinte, cependant elle s'est nettement améliorée par rapport à l'année 2015
	Rendement sur actif	-10,60%	-31,30%	>3%	Pour chaque Franc d'actif engagé, il y a un déficit d'exploitation de 10,60 FCFA en 2016 contre un déficit de 29,48 FCFA en 2015.
IV- INDICATEURS DE GESTION DU BILAN	Taux de rendement des actifs	12,10%	11,79%	>15%	Chaque Franc d'actif productif engagé génère environ 12,10 FCFA de produits d'intérêts et commissions en 2015 contre 11,79% en 2015.
	Ratio de liquidité de l'actif	13,42%	21,60%	>5%	la liquidité est bonne, elle est de 13,42% en 2016 contre 25,45% en 2016
	Ratio de capitalisation	32,18%	27,59%	>15%	la capitalisation des ressources s'est améliorée en passant de 27,59% en 2015 à 32,18% en 2016
	Rentabilité des fonds propres	-34,64%	-123,64%	>15%	La structure a perdu 34,64 FCFA en 2016 contre 197,32 FCFA en 2015 pour chaque Franc de fonds propres engagé

## Statistiques périodiques

EXPEDITEUR		STATISTIQUES TRIMESTRIELLES	DESTINATAIRE		
SIGLE : Assilassimé Solidarité			MFBP / CAS-IMEC		
BP : 13 979	SIEGE : LOME		BP: 35251 Lomé		
TEL: 22 21 12 34			CASEF 2è Etage, Portes 226		
E-MAIL :			Tél : 22 40 87 55		
Statut juridique : Association			Fax : 22 21 09 05		
			E-mail : casimec2009@yahoo.fr		
Type d'organisation : Associative			Site web : www.finances.gouv.tg		
INDICATEURS NON FINANCIERS		2015	2016	Var %	
<b><i>NOMBRE DE MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS</i></b>					
<b>Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients (les groupements sont comptés sur une base unitaire) (1)+(2)</b>		13 050	22 473	72,20%	
<i>Nombre de personnes physiques non membres de groupements (1) = (a)+(b)</i>		13 050	22 140	69,65%	
* Hommes (a)		116	558	381%	
* Femmes (b)		12 751	21 582	69,26%	
<i>Nombre de personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc.) (2)</i>		183	333	89,97%	
Nombre de groupements de personnes physiques-bénéficiaires		0		#DIV/0!	
<i>Nombre total des membres des groupements de personnes physiques -bénéficiaires (a)+(b)</i>		13 050	22 140	55	
* Hommes (a)		116	558	381%	
* Femmes (b)		12 751	21 582	69,26%	
<b><i>EFFECTIF DES DIRIGEANTS ET DU PERSONNEL EMPLOYE</i></b>		57	52	-05,26%	
Nombre de membres du Conseil d'Administration ou de l'organe équivalent		5	5	0,00	
Nombre de membres du Conseil de surveillance		0	0	0	
Nombre de membres du Comité de Crédit		0	0	0,00	
<b>Effectif total des employés (1) +( 2)</b>		52	54	03,85%	
* Dirigeants (employés exerçant des fonctions de direction ou de gérance (1)		1	1	0,00	
* Autres employés (2)		51	53	3,92%	
Agents nationaux sous contrat à durée indéterminée		34	45	32,35%	
Agents nationaux sous contrat à durée déterminée		17	9	-47%	
Personnel expatrié sous contrat à durée indéterminée		0		#DIV/0!	
Personnel expatrié sous contrat à durée déterminée		1	1	0,00	

			#DIV/0!
<b>NOMBRE DES DEPOSANTS</b>			#DIV/0!
Nombre total de déposants (1) + (2)	13 050	22 473	72,20%
Nombre de déposants - personnes physiques non membres d'un groupement (1) = (a)+(b)	12 867	22 140	41,88%
* Hommes (a)	116	558	381%
* Femmes (b)	12 751	21 582	69,26%
Nombre de déposants - personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, association, etc.) (2)	183	333	69,44%
<b>NOMBRE DE CREDIT EN COURS</b>			#DIV/0!
<b>Nombre de crédit en cours (1) + (2)</b>	6798	13 619	100,33%
Nombre de crédits en cours sur les personnes physiques membres d'un groupement (1) = (a)+(b)			
* Nombre de crédits en cours sur les hommes (a)		384	
* Nombre de crédits en cours sur les femmes (b)		13 235	
Nombre de crédits en cours sur les personnes morales (groupements de personnes physique, entreprise associations, etc.) (2)			
<b>REPARTITION DES CREDITS SELON LEUR OBJET</b>	304 679 158	717 128 000	135,37%
Crédits immobiliers	0		#DIV/0!
Crédits d'équipement	0		#DIV/0!
Crédits à la consommation 0	0		#DIV/0!
Crédits de trésorerie	0		#DIV/0!
Autres crédits (commerciaux)	304 679 158	717 128 000	135,37%
<b>NOMBRE DE CREDITS EN SOUFFRANCE</b>			#DIV/0!
<b>Nombre de crédits en souffrances (1) + (2)</b>	51	442	766,66%
Nombre de crédits en souffrance sur les personnes physiques non-membres d'un groupement (1) = (a)+(b)	51	442	766,66%
* Nombre de crédit en souffrance sur les hommes (a)	0	4	#DIV/0!
* Nombre de crédit en souffrance sur les femmes (b)	51	338	563%
Nombre de crédits en souffrance sur les personnes morales (groupement de personne physique, entreprises associations, etc.) (2)	0		#DIV/0!

<b>INDICATEURS SUR LA SURVEILLANCE</b>			#DIV/0!
Nombre d'institutions affiliées*	0		#DIV/0!
Nombre d'institutions affiliées contrôlées*	0		#DIV/0!
Nombre de réunions tenues par le Conseil de Surveillance*	0		#DIV/0!
Nombre d'agences ou de points de services**	4	5	25%
Nombre de rapports de contrôle interne**	12	12	-
			#DIV/0!
NOMBRE DE STRUCTURES DE BASE (Caisses Autorisées)	1	1	#DIV/0!
Nombre de points de services, d'antennes ou d'agences	4	5	25%

### Annexe 3: Les états annexes au 31 décembre 2016

ANNEXE4.1 DIMF 2005 NRC

TABLEAU DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES				DIMF 2005
Etat: TOGO		Etablissement: ASSILASSIME		
Date d'arrêté: D:BG0 2016/12/31		D:BG0 F:01/001		
P: A		N.S.:		M:1 (en Francs CFA)
Code	LIBELLES	Montant brut	Amortissements/ Provisions	Montants nets
<b>ACTIFS</b>				
<b>B02</b>	<b>Créances sur les membres, bénéficiaires ou clients</b>	<b>721 635 720</b>	<b>7 637 040</b>	<b>713 998 680</b>
B2D	Crédits à court terme	711 080 080	0	711 080 080
B30	Crédits à moyen terme	0	0	0
B40	Crédits à long terme	0	0	0
B70	Crédits en souffrance	10 555 640	7 637 040	2 918 600
<b>D50</b>	<b>Crédit-bail et opérations assimilées</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
D51	Crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0
D52	Location avec option d'achat	0	0	0
D53	Location-vente	0	0	0
D70	Créances en souffrance sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0
<b>PASSIF</b>				
<b>G02</b>	<b>Dettes l'égard des membres, bénéficiaires ou clients</b>	<b>412 322 193</b>	<b>0</b>	<b>412 322 193</b>
G10	Comptes ordinaires créditeurs	412 322 193	0	412 322 193
G15	Dépôts à terme reçus	0	0	0
G2A	Comptes d'épargne à régime spécial	0	0	0
G60	Emprunts	0	0	0
G70	Autres sommes dues	0	0	0

**ANNEXE 4.6/ DIMF 2010 DU NRC du NRC**

<b>ETAT DES CREDITS EN SOUFFRANCE</b>					<b>DIMF 2010</b>
<b>Etat: TOGO</b>		<b>Date d'arrêté: 2016/12/31</b>		<b>Etablissement: ASSILASSIME</b>	
		<b>D:BA0</b>	<b>SOLIDARITE</b>		
<b>P: A</b>		<b>N.S.:</b>	<b>F:01/001</b>		<b>( en Francs CFA)</b>
	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C=A-B</b>	<b>D</b>	<b>E = C - D</b>
<b>CREDITS EN SOUFFRANCE</b>	<b>191,192 et 193 291,292 et 293 Crédits et Prêts en souffrance</b>	<b>162 et 254 Dépôts de garantie</b>	<b>Soldes restants dus</b>	<b>199 et 299 Provisions</b>	<b>Crédits et Prêts en souffrance nets</b>
Crédits comportant au moins une échéance impayée ≤ à 6 mois	3 717 740		3 717 740	1 487 096	2 230 644
Crédits comportant au moins une échéance impayée > 6 mois à ≤ 12 mois	3 292 330		3 292 330	2 633 864	658 466
Crédits comportant au moins une échéance impayée > 12 mois à ≥ à 24 mois	3 516 080		3 516 080	3 516 080	0
<b>TOTAL</b>	<b>10 526 150</b>	<b>0</b>	<b>10 526 150</b>	<b>7 637 040</b>	<b>2 889 110</b>

## ANNEXE 4.9 : DIMF 2012

ETAT DE L'ENCOURS DES CREDITS DES DIX (10) DEBITEURS LES PLUS IMPORTANTS				DIMF 2012		
				ASSILASSIME		
Etat: TOGO				Etablissement: SOLIDARITE		
Date d'arrêté:	2016/12/31	D:BF0	F: 01/001			
P:	A	N.S	M: 1	( en Francs CFA)		
PRENOMS/NOMS/N° D'IDENTIFICATION				DUREE INITIALE	DUREE RESTANTE	MONTANT NET
N°	Nom & Prénoms	Numéros de membre	Numéros de compte	DU CREDIT	A COUVRIR	EN CFA
1	KPOGAN Grace		A0201740	12 mois	8 mois	1 812 790
2	TANYETO Kossiwa Judith		A0201301	12 mois	10 mois	1 458 270
3	AKAKPO AmaAmelei		A0202628	12 mois	10 mois	1 378 760
4	NYAMEDZOSSE Akossiwa		A0202569	10 mois	9 mois	1 359 090
5	TOUGLO Akoua		A0201293	12 mois	11 mois	1 325 730
6	AKUE Adoté		A0202019	9 mois	7 mois	1 262 680
7	AGBAYI Yawa		A0200970	12 mois	8 mois	1 232 570
8	NAGBE Manavi		A0200152	12 mois	11 mois	1 153 845
9	NAMTCHOUGLI Dam Han		A0300853	12 mois	11 mois	1 153 845
10	ISSIFOU SOULEY Abibata		A0502740	10 mois	8 mois	1 137 650
				<b>TOTAL</b>		<b>13 275 230</b>

## ANNEXE 4.10 : DIMF 2013 /NRC

ETAT DE L'ENCOURS TOTAL DES PRETS AUX DIRIGEANTS, AU PERSONNEL AINSI QU'AUX PERSONNES LIEES				DIMF 2013		
				ASSILASSIME		
Etat:TOGO				Etablissement: SOLIDARITE		
Date d'arrêté:	2016/12/31	D:BF0	F: 01/001			
P:	A	N.S	M: CFA)	(en Francs		
PRENOMS/NOM/N° D'IDENTIFICATION						
<b>TOTAL</b>						<b>0</b>

## Annexe 4 : Autres indicateurs

### I. DONNEES GENERALES

**Tableau n°1.1 : Nombre de membres, bénéficiaires ou clients (en unités)**

Indicateurs	2015	2016	variation (%)
Nombre total de membres, bénéficiaires ou clients (les groupements sont comptés sur une base unitaire) (1) +(2)	13 050	22 473	72,20
Nombre de personnes physiques non-membres d'un groupement (1) = (a)+(b)	12 867	22 140	41,88
Hommes (a)	116	558	381
Femmes (b)	12 751	21 582	69,26
Nombre de personnes morales (groupement de personnes physiques, entreprises, associations, etc.)(2)	183	333	69,44
Nombre de groupements de personnes physiques bénéficiaires (3) = (c)+(d)			
Hommes (c)	116	558	381
Femmes (d)	12 751	21 582	69,26

**Tableau n°1.2 : Effectif des dirigeants et du personnel employé (en unités)**

Indicateurs	2015	2016	variation (%)
Nombre de membres du Conseil d'Administration ou de l'organe équivalent	5	5	0
Nombre de membres du Conseil de Surveillance	-	-	-
Nombre de membres du Comité de Crédit	-	-	-
Nombre de membres des autres comités créés par le SFD	-	-	-
Effectif total des employés (3) = (1) + (2)	53	72	0,36
Dirigeants (employés exerçant des fonctions de direction ou de gérance) dont : (1)	1	1	0
- nationaux	1	1	
- personnel expatrié	0	0	
Autres employés (2) = (a) - (b) + (c)	-17	3	-1,18
Agents permanents (a)	18	39	1,17
Agents contractuels (b)	35	33	-0,06
Personnel expatrié (c)	0	0	0

### 1.3 Données sur la gouvernance

**Tableau sur l'état des rémunérations des dirigeants et du personnel de l'institution**

<b>Rubriques</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>Variation (%)</b>
Masse salariale globale en FCFA [1]			
- Personnel dirigeant (Directeur Général et son adjoint, Directeurs de service) ;			
- autre personnel.	117 379 036	117 098 947	-0,24
Montant des frais généraux en FCFA	162 332 164	178 200 309	09,78
Ratio Masse salariale rapportée aux frais généraux	72,31%	65,71%	-09,13
Proportion salaire du Directeur Général rapporté aux frais généraux			

**Tableau sur les remboursements de frais des dirigeants élus**

<b>Rubriques</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>Variation (%)</b>
<u>Indemnités de fonctions versées aux administrateurs non-salariés [2] en FCFA</u>	0		
Frais de tenue des réunions des organes et des assemblées en FCFA			
-Perdiem	0	0	0
-Transport et Hébergement	686 300	874 100	27,34
- Téléphone	0	0	0
- Carburant	0	0	0
- Autres 686 300 874 100	0	0	0

## II. DONNEES SUR LES POINTS DE SERVICE

**Tableau n°2 : Evolution du nombre de points de service**

Paramètres	2015	2016	Variation %
Nombre d'institutions de base	1	1	0
Nombre de guichets ou d'antennes	4	5	25

## III. DONNEES SUR LES OPERATIONS DE COLLECTE DE DEPOTS

**Tableau n°3.1 : Evolution du montant des dépôts (en FCFA)**

Indicateurs	2015	2016	Variation %
Montant total des dépôts des membres, bénéficiaires ou clients (1) +(2)	49 355 830	412 719 093	736,51
Montant des dépôts des personnes physiques membres d'un groupement (1) = (a)+(b)	49 355 830	401 991 728	714,48
□ Montant des dépôts des hommes (a)	147 440	7 897 285	
□ Montant des dépôts des femmes (b)	49 208 390	394 094 443	700,87
Montant des dépôts des personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc.) (2)	0	10 727 365	-

**Tableau n°3.3 : Evolution du nombre de déposants (membres, bénéficiaires clients ayant un dépôt dans les livres du SFD) et des comptes inactifs**

Indicateurs	2015	2016	Variation (%)
Nombre total des déposants (1) + (2)	3222	23 286	622,72
Nombre de déposants personnes physiques non membres d'un groupement (1) = (a) + (b)	3222	22 140	587,15
□ Nombre de déposants hommes (a)	43	558	1 197,67
□ Nombre de déposants femmes (b)	3179	21 582	578,89
Nombre de déposants personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc.) (2)	0	333	-
Nombre de comptes inactifs	0	0	
Montant des soldes des comptes inactifs	0	0	
Nombre total des comptes	0	0	

**Tableau n° 3.4 : Evolution du capital social \***

Indicateurs	2015	2016	Variation (%)
Montant du capital social (en milliers de FCFA)	0	0	

\* pour les sociétés de capitaux

#### IV. DONNEES SUR LES CREDITS (PRETS ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE)

**Tableau n°4.1 : Evolution du montant annuel des prêts accordés\* (en milliers de FCFA)**

Indicateurs	2015	2016	Variation (%)
Montant des prêts accordés (1) + (2)	312 565 000	717 128 000	129,43
Montant des prêts accordés aux personnes physiques non membres d'un groupement (1) = (a)+(b)	312 565 000	717 128 000	129,43
□ Montant des prêts accordés aux hommes (a)	2 315 000	19 160 000	727,64
□ Montant des prêts accordés aux femmes (b)	310 250 000	697 968 000	124,94
Montant des prêts accordés aux personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc.) (2)	0	0	

\* il s'agit du montant des prêts accordés dans l'année

**Tableau n°4.2 : Evolution du nombre de prêts accordés dans l'année (en unité)**

Indicateurs	2015	2016	Variation (%)
Nombre de prêts accordés (1) + (2)			
Nombre de prêts accordés aux personnes physiques non membres d'un groupement (1) = (a) + (b)	8 736	13 619	100
□ Nombre de prêts accordés aux hommes (a)	282	384	598
□ Nombre de prêts accordés aux femmes (b)	8 454	13 235	96,28
Nombre de prêts accordés aux personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc.) (2)	0	0	0
Montant moyen des prêts accordés (somme des prêts rapportée au nombre de prêts accordés)	68 756	89 772	30,67

**Tableau n° 4.3 : Engagements par signature (en milliers de FCFA)**

<b>Nature de l'engagement donné</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>Variation (%)</b>
Engagement de financements donnés en faveur des institutions financières	0	0	
Engagement de financements donnés en faveur des membres, bénéficiaires ou clients	0	0	
Engagement de garanties d'ordre des institutions financières	0	0	
Engagement de garanties d'ordre des membres, bénéficiaires ou clients	0	0	

**Tableau n° 4.4 : Encours de crédit au 31 décembre (en FCFA)**

<b>Indicateurs</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>Variation (%)</b>
Encours total de crédits (1) + (2)	304 078 220	721 635 620	137,32
Encours de crédits sur les personnes physiques non-membres d'un groupement (1) = (a)+(b)	304 078 220	721 635 620	137,32
<input type="checkbox"/> Encours de crédits sur les hommes (a)	2 041 455	16 943 015	729,95
<input type="checkbox"/> Encours de crédits sur les femmes (b)	302 036 765	704 692 605	133,31
Encours de crédits sur les personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc) (2)	0	0	#DIV/0!

**Tableau n°4.5 : Nombre de crédits en cours au 31 décembre (en unité)**

<b>Indicateurs</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>Variation (%)</b>
Nombre de crédits en cours (1) +(2)	6 798	13 619	100
Nombre de crédits en cours sur les personnes physiques non-membres d'un groupement (1) = (a) + (b)	6 798	13 619	100
<input type="checkbox"/> Nombre de crédits en cours sur les hommes (a)	55	384	598
<input type="checkbox"/> Nombre de crédits en cours sur les femmes (b)	6 743	13 235	96,28
Nombre de crédits en cours sur les personnes morales (groupements de personnes physiques, entreprises, associations, etc.) (2)	0		#DIV/0!

**Tableau n°4.6 : Evolution de l'encours des crédits par terme**

Encours total des crédits en milliers de FCFA (Année n)		Encours total des crédits en milliers de FCFA (Année n-1)		Validation de l'encours des crédits à court terme	Validation de l'encours des crédits à moyen et long terme
Court terme	Moyen et long terme	Court terme	Moyen et long terme		
721 635 620	0	304 078 220	0	137,32%	

**Tableau n°4.7 : Encours des crédits des agents relevant des Autorités de contrôle (Ministère chargé des Finances, BCEAO et commission Bancaire de l'UMOA)**

Prénoms et Nom	Encours total des crédits (en FCFA)	Structure dont relève l'emprunteur
NEANT		

**Tableau n° 4.8 : Opérations de crédit sur les ressources affectées**

Indicateurs	2015	2016	Variation (%)
Nombre de crédits accordés sur ressources affectées	0		
Montant des crédits accordés sur ressources affectées (en milliers de FCFA)	0		
Nombre de crédits en cours sur ressources affectées	2		
Montant des crédits en cours sur ressources affectées (en milliers de FCFA)	36 200		

**Tableau 4.9 : Gestion du portefeuille de crédit**

Indicateurs	2015	2016	Variation (%)
Encours des créances en souffrance (en milliers de FCFA)	1532250	2 889 110	88,55
Taux brut des créances en souffrance <sup>1</sup>	2,0446491	1,454573259%	28,86
Taux de remboursement des crédits accordés <sup>2</sup>	85,59%	89,45%	04,51
Taux de recouvrement des créances en souffrance <sup>3</sup>			
Encours brut des créances en souffrance sur ressources affectées (en milliers de FCFA)	36 200		
Taux brut de créances en souffrance sur ressources affectées <sup>4</sup>	0,0483056		
Taux de remboursement des crédits accordés sur ressources affectées <sup>5</sup>	100%		
Taux de recouvrement des créances en souffrance sur ressources affectées <sup>6</sup>	100%		
Montant des crédits passés en perte (en milliers de FCFA)	0	1 202 140	
Taux de perte sur créances <sup>7</sup>	0	0,17%	

<sup>1</sup> rapport entre l'encours brut des créances en souffrance et le total de l'encours brut des crédits

<sup>2</sup> rapport entre les échéances remboursées et le montant attendu au cours de l'année

<sup>3</sup> rapport entre le montant des créances en souffrance recouvrées et le montant total des créances en souffrance

<sup>4</sup> rapport entre l'encours brut des créances en souffrance sur ressources affectées et le montant total de l'encours brut des crédits sur ressources affectées.

<sup>5</sup> rapport entre le montant des échéances des crédits sur ressources affectées effectivement remboursées et le total des échéances attendues sur les crédits sur ressources affectées

<sup>6</sup> rapport entre le montant recouvré sur les créances en souffrance sur ressources affectées et le total des créances en souffrance sur ressources affectées

## V. DONNEES SUR LES AUTRES ACTIVITES AUTORISEES

**Tableau n°5.1 : Opération de transferts (en milliers de FCFA)**

Rubriques	2015	2016	Variation (%)	
<b>Transferts reçus (1)</b>	NEANT			
<b>UEMOA</b>				
<b>Autres pays africains</b>				
<b>Union Européenne</b>				
<b>Etats Unis</b>				
<b>Autres pays</b>				
<b>Transferts émis (2)</b>				
<b>UEMOA</b>				
<b>Union Européenne</b>				
<b>Etats Unis</b>				
<b>Autres pays</b>				
<b>Solde des transferts (3) = (1) + (2)</b>				

**Tableau n° 5.2 : Opérations de micro assurances (en milliers de FCFA)**

Rubriques	2015	2016	Variation (en %)
Montant des primes émises	NEANT		
Assurance-vie			
Assurance non vie			
Montant des arriérés de primes			
Montant des sinistres à payer			

**Tableau n° 5.3 : Opérations de change**

Devises concernées	Montant des devises achetées	Contrevaleur en FCFA des devises achetées	Montant des devises vendues	Contre valeur en FCFA des devises vendues
<b>EURO (EUR)</b>				
<b>Dollar des EU (USD)</b>	NEANT			
<b>Franc Suisse (CHF)</b>				
<b>Livre Sterling (GBP)</b>				
<b>Autres</b>				

## VI. AUTRES INFORMATIONS SUR LES OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

**Tableau n°6.1 : Tarification des opérations avec la clientèle (\*)**

Indicateurs	2015	2016
Taux d'intérêt créditeur minimum servi sur les dépôts des membres, bénéficiaires ou clients	0	0
Taux d'intérêt créditeur maximum servi sur les dépôts des membres, bénéficiaires ou clients	0	0
Taux d'intérêt nominal débiteur minimum sur les crédits accordés aux membres, bénéficiaires ou clients	6,00%	6,00%
Taux d'intérêt nominal débiteur maximum sur les crédits accordés aux membres, bénéficiaires ou clients	18%	18%
Taux d'intérêt effectif global (**)	22,59%	22,59%

(\*) : Communiquer le taux d'intérêt annuel

(\*\*) : Indiquer le mode de détermination

**Tableau n°6.2 : Réparation des crédits selon leurs objets (en milliers de FCFA)**

Objet du crédit	2015	2016	Variation (%)
Crédits immobiliers	0	0	
Crédits d'équipement	0	0	
Crédits à la consommation	0	0	
Crédits en trésorerie	0	0	
Autres crédits (commerces alimentaires, non alimentaires, mixtes, restauration et prestation de service)	76 939	717 128	856,95

**Tableau 6.3 : Dons et œuvres sociales**

Références du bénéficiaire	Nature du don ou des œuvres sociales	Evaluation financières (en FCFA)
NEANT		

**Tableau 6.4 : Répartition sectorielle des crédits accordés (\*) en milliers de FCFA**

Secteurs d'activité	2015	2016	Variation (%)
Agriculture, sylviculture et pêche	0	0	
Industries extractives	0	0	
Industries manufacturières	0	0	
Bâtiment et travaux publics	0	0	
Commerce, restaurants, hôtels	76 939	717 128	856,95
Electricité, gaz, eau	0	0	
Transports, entrepôts et communications	0	0	
Assurances, services* aux entreprises	0	0	
Immobilier	0	0	
Services divers	0	0	

\* La sectorisation retenue dans ce tableau est celle prévue par le référentiel comptable spécifique des SFD

## VII. OPERATIONS AVEC LES AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES

**Tableau n°7 : Opérations avec les autres institutions financières (établissement de crédit, SFD, autres institutions financières) et les partenaires au développement**

Indicateurs	2015	2016	Variation (%)
Encours des placements auprès des autres institutions financières (en milliers de FCFA)	50 000 000	0	-
Encours des emprunts auprès des autres institutions financières (en milliers de FCFA)	105 607 083	137 179 167	29,89
Montant total des emprunts obtenus dans l'année auprès des autres institutions financières	61 318 298	187 774 596	206,23
Taux d'intérêt moyen des emprunts obtenus dans l'année auprès des institutions financières	5%	5%	-
Ressources affectées (en milliers de FCFA)	-	-	-
Subventions d'exploitation reçues (en milliers de FCFA)	98 027 063	126 693 038	29,24
Subventions d'équipement reçues (en milliers de FCFA)	-	-	-

## VIII. DONNEES SUR LA PERFORMANCES DES MEMBRES DES RESEAUX

Non applicable car la structure n'est pas un réseau.

## IX. FONCTIONNEMENT ET VIE DES ORGANES

**Tableau n°9 : Nombre de réunions tenues au cours de l'année**

Indicateurs	2015	2016	Variation (%)
Par l'assemblée Générale	1	2	100
Par le conseil d'Administration ou l'organe équivalent	3	4	33,33
Par le Conseil de Surveillance	-	-	-
Par le Comité de Crédit	-	-	-
Par les autres comités	-	-	-

## IX. PERFORMANCES FINANCIERES

**Tableau n°10 : Indicateurs de performances financières**

Indicateurs	2015	2016	Variation (%)
Marge d'intérêt en milliers de FCFA	44 297 351	96 694 254	118,28
Produit financier net en milliers de FCFA	48 629 100	100 977 073	107,65
Résultat net en milliers de FCFA	-765 023	-16 326 629	-2 034,14
Taux de marge nette	-1,73%	-16,88%	-875,72